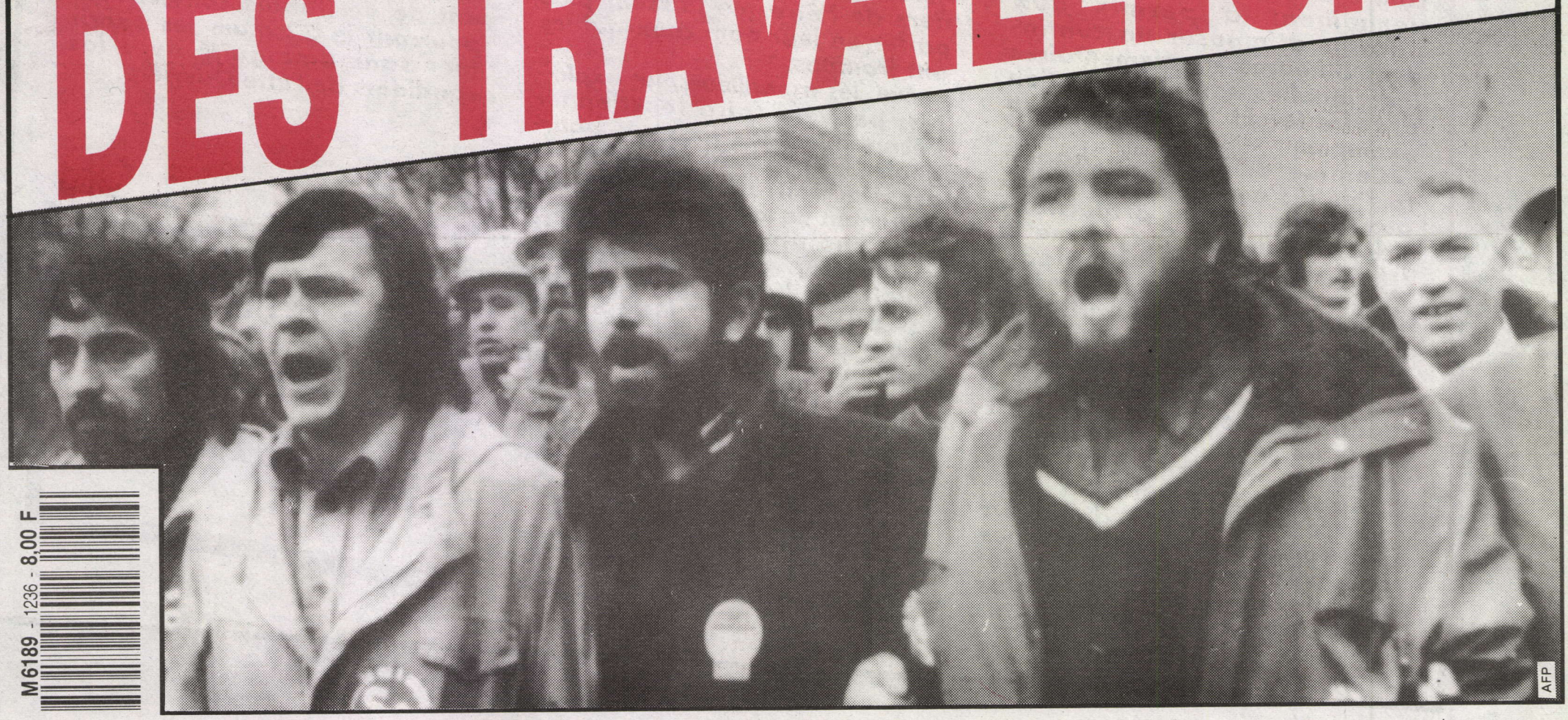
ISSN 0024-7650

Des candidats de lutte ouvrière pour faire entendre LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 236 - 6 mars 1992 - prix : 8 F



M 6189 - 1236 - 8,00 F

Des candidats de LUTTE OUVRIERE

pour faire entendre la voix des travailleurs

On en est à près de 3 millions de chômeurs officiellement recensés. En un an, le chômage s'est aggravé de plus de 12 %. C'est-à-dire que chaque jour ouvrable, il y a mille chômeurs de plus dans ce pays.

Dans chaque famille ouvrière il y a désormais un fils ou une fille, ou l'un des parents et parfois les deux, dont les salaires ne rentrent plus à la maison. Cela veut dire que l'avenir des enfants sera plus dur encore que celui des parents, qu'il est plus difficile de leur faire suivre des études, et qu'ils ne sont même pas certains d'obtenir un jour un logement à eux.

Mais le chômage, cela veut dire aussi que ceux qui ont gardé leur emploi pendant que les autres galèrent pour en trouver un, ont vu leurs conditions de travail, comme leur salaire, se dégrader. Dans bien des entreprises les sanctions pleuvent pour un oui ou pour un non. Dans certaines, les chefs se livrent au harcèlement des heures supplémentaires, qui ne sont même pas toujours payées ! Dans d'autres c'est moins que l'horaire normal qui est fait et les travailleurs n'y gagnent même pas le SMIC. Les patrons se servent du chômage pour faire tout accepter.

D'autant que depuis dix ans la législation leur donne de plus en plus de libertés contre les exploités. C'est ainsi que parmi bien d'autres mesures contre les travailleurs, le gouvernement a permis aux patrons d'imposer un contingent d'heures supplémentaires individuelles sans autorisation préalable. Et ce n'est qu'un exemple.

Comme de juste, à chaque fois qu'il s'agit de s'en prendre aux droits et aux protections des travailleurs, le cynisme et l'hypocrisie s'en mêlent. Comme ce retour à l'autorisation du travail de nuit des femmes qu'on ose nous présenter comme une mesure en faveur de l'égalite des sexes ! Comme si le travail de nuit dans la métallurgie, l'électronique ou le textile n'était pas uniquement destiné à permettre aux patrons d'amortir plus rapidement leurs machines en surexploitant le personnel féminin, généralement le plus mal payé ! Dès qu'ils sont venus au gouvernement, les socialistes ont dit aux travailleurs : renoncez à la lutte de classes et au socialisme, et faites-nous confiance pour relever l'économie. Mais la lutte des classes, ce sont les patrons qui l'ont menée contre les travailleurs, largement aidés par le gouvernement socialiste !

Onze ans de cette politique aux ordres du patronat, onze ans de connivence ou de cohabitation avec la droite, sa suffit.

Il est temps que tous ceux qui sont véritablement socialistes et communistes et sont fiers de l'être, ne laissent plus parler en leur nom ceux qui les ont trompés.

Oui, les travailleurs, les exploités, peuvent faire fonctionner l'économie sans tous ces bourgeois dont le seul rêve égoïste est d'accroître leur fortune au détriment de la collectivité.

Le chômage à un bout, la surexploitation et les bas salaires à l'autre, pendant que les actionnaires et les spéculateurs s'enrichissent, ce n'est pas une fatalité. La société a un autre avenir.

Qu'est-ce donc que cette société où l'on voit du chômage alors qu'il y a tant de besoins qui ne sont pas satisfaits ? Car ce ne sont pas les besoins ni les bras qui manquent, mais seulement la volonté de mettre les exploiteurs hors d'état de nuire sociale et anti-ouvrière. Le prétendu vote "utile", on voit ce que cela a donné.

Alors, face aux charlatans de droite et d'extrême-droite et aux hypocrites qui n'ont de socialistes que le nom, ceux qui en ont assez des mensonges et ont de véritables convictions, pourront le 22 mars les exprimer sans ambiguïté avec les candidats de Lutte Ouvrière.

Voilà ce que veulent dire les candidats de Lutte Ouvrière qui se présentent dans trente départements aux prochaines élections régionales du 22 mars.

Le gouvernement socialiste est aujourd'hui discrédité, et il ne l'a pas volé, lui qui a mené une politique de droite, anti-

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les réunions publiques de notre campagne

NANTES
Mercredi 11 mars à 20H30 à la Médiathèque.
RENNES
Vendredi 13 mars à 20H30
Maison de quartier de Villejean.
SAINT-NAZAIRE
Vendredi 13 mars à 20H30
Maison du Peuple.
SAINT BRIEUC
Mercredi 18 mars à 20H30
Petite salle de Robien.
ELBEUF
Jeudi 12 mars à 18H30
Maison des syndicats.
LE HAVRE
Vendredi 13 mars à 18H30
Salle B, salles des sociétés savantes.
DIEPPE
Samedi 14 mars à 16H30
Salle des réunions à la Mairie.
DUNKERQUE
Samedi 14 mars à 16H
Centre social, Maison de quartier de l'Albeck, à Grande-Synthe.
VALENCIENNES
Samedi 14 mars à 15H
Centre culturel d'Anzin, chemin des agglomérés.
LILLE
Vendredi 13 mars à 20H30
Salle sous le Beffroi de la Mairie.
BEAUVAIS
Dimanche 15 mars à 15h
Salle de l'ancien REX, 104 rue Notre-Dame du Thil.
COMPIEGNE
Dimanche 8 mars à 17h
Maison des Syndicats, rue Hippolyte Bottier.
ANGERS
Mardi 17 mars à 20h30
Salle Daviers, boulevard Daviers.
TOURS
Mercredi 18 mars à 20H30
Salle Anatole France (Hôtel de ville).
ORLEANS
Jeudi 19 mars à 20H30
Salle polyvalente de la Madeleine, 103 Faubourg de la Madeleine.
LIMOGES
Mardi 17 mars à 20H30
Salle Jean-Pierre Timbaud.
BOURGES
Mardi 17 mars à 20H30
Hôtel des syndicats.
BELFORT
Vendredi 13 mars à 20H30
Maison du peuple.
MONTBELIARD
Dimanche 8 mars à 15h dans la cadre de la fête régionale de Lutte Ouvrière, Halle Polyvalente.
BESANCON
Jeudi 19 mars à 20h 30
Salle Battant.
DIJON
Mardi 17 mars à 20H30
salle Musigny, Palais des Congrès.
CHALON-SUR-SAONE
Jeudi 19 mars à 20H30
Maison des syndicats, salle n°3.
SAINT-CHAMOND
Jeudi 19 mars à 18H30
Salle Jean-Renoir (ex-Hôtel-Dieu).
LYON
Mercredi 18 mars à 18H30
Salle La Cigale, 60, avenue de Saxe
Lyon 3ème.
GRENOBLE
Jeudi 12 mars à 20H30
Maison des associations, rue Berthe de Boissieux.
ANGOULEME
Jeudi 19 mars à 20h30
MJC de la Grande Garenne
rue Pierre Aumaître.
TOULOUSE
Vendredi 13 mars à 20H30
Salle municipale
22, allée de Barcelone.
MARSEILLE
Mardi 17 mars à 18h30
Salle Mazenod, 88 rue d'Aubagne (1er Arr.)
Métro : Notre-Dame-du-Mont-Cours Julien.
PERPIGNAN
Vendredi 20 mars à 20H30
Ecole Léon Blum, avenue du Docteur Schweitzer
Haut-Vernet.

CREIL

Samedi 14 mars à 20 h 30
Cinéma-Théâtre
1, rue Jules Michelet
avec
Arlette LAGUILLER

A PARIS,

VENDREDI 13 MARS
à 20 h 30
MEETING
de soutien aux listes *Lutte Ouvrière* de l'Ile-de-France
avec la participation d'
Arlette LAGUILLER
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité

LO

La présentation à la presse des têtes de liste Lutte Ouvrière de l'Ile-de-France, avec Arlette Laguiller, le 4 mars.

ON N'EN EST PAS REVENUS

Le formulaire de déclaration des revenus que chacun a dû remplir avant le 3 mars était accompagné d'un petit texte de Bérégovoy expliquant que notre argent devait servir à lutter contre le chômage, par le biais des investissements de l'Etat.

Mais comme d'habitude une bonne partie de cet argent va aller dans la poche des patrons. Quant au chômage, la politique gouvernementale n'a fait que l'augmenter.

Si on taxait les mensonges officiels, c'est l'Etat qui nous devrait des sous.

POUR LES SMICARDS ÇA NE ROULE PAS FORT

Le SMIC augmente de 2% à compter du 1er mars et passe à 5 629 F brut, soit un salaire net de 4 608 F. La dernière augmentation du prix des voitures tourne elle aussi autour de 2%. Mais depuis janvier 1991, la hausse se monte de 6 à 8% selon les constructeurs automobiles.

Pas étonnant que les smicards, qui sont de plus en plus nombreux, roulent de moins en moins carrosse. Il n'y a que pour les licenciements dans l'automobile que ça roule trop fort.

LES GRANDS MOYENS

Pour montrer à ses collègues ministres la dure réalité du chômage, la ministre du Travail, Martine Aubry, a projeté en plein conseil des ministres une vidéo comportant plusieurs témoignages de jeunes chômeurs. Le porte-parole du gouvernement, Jack Lang, a trouvé le film poignant et bouleversant. Sans aucun doute, mais est-ce qu'on lui a dit que ce n'était pas que du cinéma ?

LA ROUTE VERS LE PROGRES

Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie, s'est félicité de l'accord intervenu avec la société privée Villexpress, à laquelle il a confié la construction et la concession d'une autoroute payante dans la région parisienne (22 km entre Orgeval et Méry-sur-Oise). C'est la première fois qu'une autoroute à péage ouvrira si près de Paris. Un tarif-plafond aurait été négocié (alors que les autres autoroutes urbaines sont gratuites, le progrès est évident), et si la rentabilité dépasse 18%, l'Etat se réserve le droit de récupérer le tout en... 2015.

C'est ce que Bérégovoy appelle un *"exemple... d'imagination financière... et de maîtrise des tarifs"*.

ON ATTEND LA SUITE

Le groupe "Bernard Tapie" (qui rassemble les entreprises appartenant au désormais célèbre leader politique) a été condamné à verser à 98 ouvriers des Chantiers Navals de La Ciotat, 20 000 F à chacun de dommages et intérêts, pour *"promesses d'embauche non tenues"*.

Si on applique le même tarif aux promesses faites aux électeurs, Tapie - et bon nombre d'autres il est vrai - feraient mieux de renoncer à toute candidature.

Les listes de Lutte Ouvrière pour le 22 mars

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Les listes de Lutte Ouvrière seront présentes, pour les élections régionales du 22 mars, dans trente départements. Elles ne sont pas composées de notables mais de travailleurs, de militants connus dans leur entreprise, dans leur quartier et qui, quand ils dénoncent cette société et ses injustices, savent de quoi ils parlent.

Voici ces listes, avec le nom des camarades qui les conduisent dans chaque département :

ILE-DE-FRANCE

Paris :

Chantal CAUQUIL,
42 ans, employée.

Seine-et-Marne :

Daniel LIOUBOWNY,
40 ans, mécanicien-monteur.

Yvelines :

Daniel BENARD, 49 ans, mécanicien d'entretien.

Essonne :

Yves THORAVAL,
55 ans, préparateur en fabrication.

Hauts-de-Seine :

Michel BRETON **,**
44 ans, agent technique.

Seine-Saint-Denis :

Jean-Louis GAILLARD,
47 ans, ouvrier de la chimie.

Val-de-Marne :

Serge FRANCESCHINA,
44 ans, ouvrier de la chimie

Val-d'Oise :

Patrice CRUNIL,
38 ans, ouvrier-fraiseur.

AQUITAINE

Gironde :

Gérard BARTHELEMY,
52 ans, employé hospitalier.

BOURGOGNE

Côte-d'Or :

Jacqueline LAMBERT,
50 ans, ouvrière en électronique.

Saône-et-Loire :

Marie-Thérèse DEROCHE,
40 ans, ouvrière métallurgiste.

BRETAGNE

Côtes-d'Armor :

Martial COLLET,
32 ans, ouvrier métallurgiste.

Ille et Vilaine :

Raymond MADEC,
41 ans, infirmier.

CENTRE

Cher :

Colette CORDAT,
39 ans, infirmière.

Indre-et-Loire :

Jean-Jacques PRODHOMME,
38 ans, ouvrier électricien.

Loiret :

Christiane HAUCHERE,
43 ans, employée chèques postaux.

FRANCHE-COMTE

Doubs :

Christian DRIANO,
41 ans, ouvrier ajusteur aux usines Peugeot de Sochaux, conseiller municipal de Montbéliard.

Territoire-de-Belfort :

Gérard BELOT,
43 ans, ouvrier professionnel.

HAUTE-NORMANDIE :

Seine-Maritime :

Gisèle LAPEYRE,
41 ans, laborantine.

LIMOUSIN

Haute-Vienne :

Claudine ROUSSIE,
41 ans, infirmière.

MIDI-PYRENEES

Haute-Garonne :

Anne-Marie LAFLORENTIE,
43 ans, employée de bureau.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord :

Nicole BAUDRIN,
39 ans, sage-femme.

PAYS-DE-LOIRE

Loire-Atlantique :

Marie-France BELIN,
48 ans, employée.

Maine-et-Loire :

Marie-Louise DUPAS,
42 ans, infirmière (liste soutenue par la Ligue Communiste Révolutionnaire).

PICARDIE

Oise :

Roland SZPIRKO,
46 ans, ouvrier construction automobile, conseiller municipal de Creil.

POITOU-CHARENTES

Charente :

Michel DEBŒUF,
43 ans, ouvrier métallurgiste.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Bouches-du Rhône :

Patrick GRENIER,
36 ans, ouvrier électricien.

RHONE-ALPES

Isère :

Roland CALMEL,
47 ans, ouvrier de la chimie.

Loire :

André MOULIN,
43 ans, employé.

Rhône :

Marie-Christine PERNIN,
40 ans, laborantine.

Perpignan : un candidat de lutte ouvrière aux élections cantonales

Liberto PLANA,
34 ans, employé d'hypermarché, militant syndical, conseiller prud'homme, sera le candidat de Lutte Ouvrière dans le canton de Perpignan I.

SOUSCRIVEZ !

Les listes de souscription circulent pour la campagne de Lutte Ouvrière aux élections du 22 mars. A l'heure actuelle, nous n'avons certainement reçu qu'une petite partie de ce qui a été collecté, avec la somme de 48 205 F.

Les candidats de Lutte Ouvrière veulent être vos porte-parole en dénonçant les mensonges, les trahisons, les forfaitures de ceux qui nous gouvernent et de ceux qui aspirent à le faire. Ils veulent, dans cette période de reniements et de désenchantement, réaffirmer la validité des idées communistes et de ce qu'elles représentent d'espoir et d'avenir.

Alors, souscrivez et faites souscrire ! »

Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements à notre CCP :
LUTTE OUVRIERE
CCP 3117586 W - LA SOURCE
avec la mention : "souscription élections"

SOUSCRIPTION

NORD : Patricia, 500. Un autre prof d'anglais de Condé, 50. Bernard Lecomte, prof d'histoire, par souci démocratique, 50. Ruth Despague, prof d'allemand, 50. Debaval Régis, prof d'anglais, 50. Un ouvrier d'AGFA Geveart, 50. Un autre ouvrier, 50.

DOUAI: Genot, 25. Un camarade, 50. Irénée, 10. Pecqueur René, CGT Bâtiment, 50. Pecqueur Adolphe, retraite Houillères, 50. Michel Salvatore, CGT Bâtiment, 50.

TOURS: Odette, 100. Jacques et Christine, 50. Laurence et Yann, 150.

NANTES: Ollive Alain, 120. Ollive, 50. Ballu, 120. Sympathisant, 10.

BESANÇON: Sylvie CHR, 100. Elfie et René, 100. Joëlle CHR, 100. Annie, 200. Evelyne, 100. Fabienne, 100. Jean-Paul, 200. Hermine CHR, 150. Marie-Claire CHR, 100. Ouvrier Peugeot Sochaux, 100. André, ECIA, 50. Nicole, mère de famille, 50. Jeannine, chômeuse, 20. Retraité, 100. A.M. Diez, 100.

GRENOBLE : Christian, 200. Elisabeth, 180.

ARDECHE : Josianne et Gérald, 100.

LILLE-ROUBAIX : V. Delattre, 100. Bes Alexandra, 100. Copain, 100. Mère, 50. R. et D. Cecon, 150. Alain, 50. Decaudin, 50. J.-Pierre, 100. Hedi, 50. Dicaro, 50. Byczinski, 20. Lejeune, 20. Desurmont, 50. Guemaz, 30. Gimmet, 300. Houara, 100. Mbayo, 30. En soutien, 100. A.-L. Dodey, 80. La Redoute : Melika Taleb, 150. Gile, 100. E. Leprevost, 100.

MAUBEUGE : Salim, 100. Farid, 50. Chérifa, 50.

LENS : Louise, 100. Brigitte, 50. Roger, 100. Pinchon, 100. H. Davrin, 50. Bertot et Favier 50.

VALENCIENNES : Anonyme, 50. Petit patron, 200.

LYON : Madeleine, 50. G. Zaragoza, 200. Sympathisant, 50. Enseignante, 100. Sympathisant, 50. M.-J. Berthet, 50. J. Devon (ZEP), 50. Sauvageon, 70. M.-J. Tardy, 300. Retraité, 100. Jacques, 100. Infirmière psy, 50. Prof, 50. Assistante sociale, 100. P. Baffert, 150. Fayçal, 50. Sympathisants, 400. Retraités **LYON 3,**
100. Riri, 50. Pour que l'homme soit acteur, 100. A. Georgevoil, 300.

BESANÇON : Aïssa Hasni, 100. M.-C. Ichr, 50. Commerçants, 200.

STRASBOURG : André et Brigitte, 300. J. Richert, 100. F. Doué, 1000. M. T. (General Motors), 100. C. Kugler, 600.

MULHOUSE : Lola, 200. Marie, 100. M. Kieffert, 100.

MONTBELIARD :
Enseignante, 100. Tourneur, 100. J.F. C., 50.

BELFORT : Monique, 150.

TOURS : M. Kergreis, 150. V. Boulineau, 50. Bonnamy, 40. Régis, 50. Jean-Marc, 100. Etudiante, 100. Employée Mairie, 50. Jean-Luc, 100. Laurent, 50.

Dépot SNCF Saint Pierre des Corps : J.-M. Vallier, 50. J.-P. Arnaud, 20. J. Claure, 50. M. Ciocca, 100. Ouvrier BC, 100.

RENNES : Danielle, 300. Soutien, 140. G. Hubert, 300. V. Le Carrou, 300. E. Hervé, 150. V. Lagoutte, 200. X. Frey, 300. Ouvrier, 100. Salarié en colère, 150.

ANGERS : Infirmière CHU, 100. Philippe, 2000.

NANTES : Wambergue, 35. Launeau-Gouraud, 30. M. Deau, 30. Vrielinck, 40. Briand, 20. M.-F. Guichard, 30. P. Deau, 100. J.-P. Régent, 20. J.-R. Gouraud, 20. Antonio Alos, 20. Anne, 50. Sympathisant, 300.

TOULOUSE : Divers, 45. Jamin, 92. Philippe, 100. Laurent, 100. Claude, 100. Thibault, 50. Gandia, 50. Patrick, 50. François, 50. Fioretti, 200. Rouquayrol, 200. Alvernhe, 100. Galera, 100.

BORDEAUX : M. Raimbault, 500. G. Raimbault, 100. Royer, 50. Bernard, 50. D. Minvielle, 500. R. Minvielle, 200. Nicole, 200. Etudiante, 20. C. Poutou, 500. V. Gire, 100.

PTT Tri : P. Pintobicho, 500. P. Guillon, 100.

ORLEANS : Micheline, 100. George, 100. Métallo candidat, 200. Aide soignante, 200. Lycéen, 100. P. Lamiable, 400. M. Lefort, 250. J. Lamiable, 200. Patrick (Alcatel), 200. François, 100. Claudie, 150. Thierry, 300. R. M. Arnault, 100.

BOURGES : Fernandez 30. Vicente, 50. Bethe, 35. Instituteur, 200. Femme de ménage, 50. M. Perronnet, 200. M. Corsigny (marché), 50. J. Peyrat, 200. P. Mignon, 100. D. Mignon, 50. M. Becker, 200. Mme Peronnet, 150. M. A. Besse, 400. B. Lhéron, 400. Paulette, 100. Lucette, 100.

VIERZON : Ouvrière de Poulstra, 200. M. Da Costa, 200. A. Blanchoin, 100. P. Poussin, 200.

LIMOGES : Ronel, 100. Lagrange, 100.

DIJON : Raymonde, 300. Noël, 200. Chantal, 200. J.-Pierre, 700. P. Libanori, 250. M. Libanori, 250. Michel (acompte), 100. Eliane (CHR), 100. Deux retraités de Chenove, 300. François et Michèle (CHR), 200. Doudou, 300. Catherine Bahr, 500. Naaji, 200. Atlan, 50.

DOLE : M. Bruillard, 50. G. Vébrel, 150.

LE MANS : Pascal (Amada), 50.

REGION PARISIENNE :
Crédit Lyonnais Levallois :
J. Recan, 150. A. Greedhary, 50. Anzel, 100. P. Flament, 50.

Air France : Olive, 300. Employée, 200. Employé, 100.

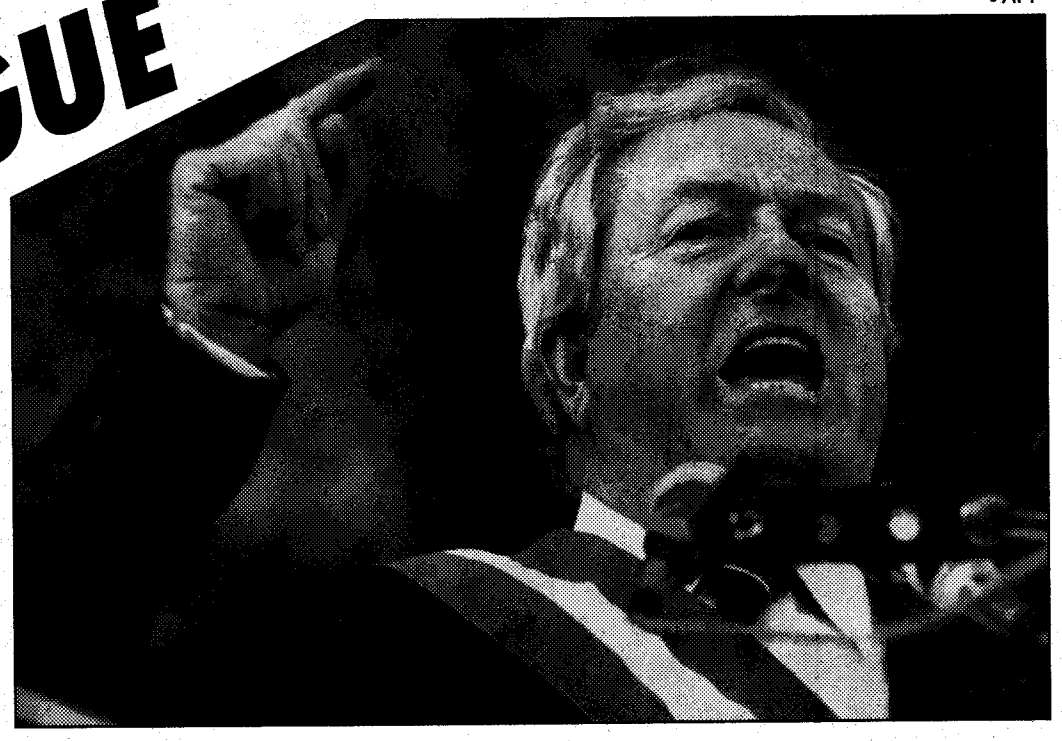
Chèques Montparnasse :
Fabienne, 200. Claudine, 200. Dominique, 100. Monique, 300. Taxi, 63. Mado, 200. Catherine, 200. Christine, 200. Léo, 100. Monique, 100. Patrick, 50. Bruno, 200.

PTT Paris 20 : Toulouse, 50. Pivetal, 100. Georges, 50. Vincent, 50.

La campagne du Front National

LE PEN, DÉMAGOGUE DE BAS ÉTAGE... ... ET CEUX QUI LE SERVENT

AFP



Le Pen aura réussi à focaliser une grande partie de la campagne électorale des régionales autour du Front National. Cela ne doit rien à ses qualités tactiques. Mais les grands partis établis trouvent leur compte, pour des raisons diverses, à ce qu'on parle plus de Le Pen que de la situation sociale qui a amené ce démagogue de bas étage à représenter aujourd'hui de 15 à 20% de l'électorat, alors qu'il y a à peine dix ans, son audience électorale avait été inférieure à 1%.

CEUX QUI MENTENT EN SE POSANT EN REMPARTS CONTRE LE PEN...

Le gouvernement et le Parti Socialiste sont les premiers à y trouver leur compte. Faire des effets de manche dans les meetings électoraux contre Le Pen et dénoncer les complaisances de la droite classique à son égard, permet à Edith Cresson d'éluder les responsabilités du gouvernement socialiste dans la montée du Front National. Le lepénisme a pu progresser ainsi, uniquement parce que la gauche au gouvernement a déçu, démoralisé, découragé les classes populaires ; parce qu'au lieu de résorber le chômage et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, la gauche a seulement aidé les riches à s'enrichir encore plus, en leur laissant les mains libres pour licencier, aggraver le chômage, réduire le pouvoir d'achat des travailleurs ; parce que cette gauche au gouvernement a renoncé à toutes les idées qui passaient, même vaguement, pour être de gauche, et a repris la politique de la droite ; pis, elle a proclamé que cette politique était la seule possible. Ce faisant, elle ne s'est pas seulement discréditée elle-même, mais a discrédité les idées de gauche aux yeux mêmes de ceux qui y croyaient auparavant.

Du côté de l'UDF ou du RPR, s'en prendre verbalement à Le Pen est pratique pour tenter de persuader la frange libérale de leur électorat, voire au-delà, que des partis de droite dits "démocratiques" sont un meilleur rempart contre le "danger fasciste" qu'un Parti Socialiste en déliquescence électorale. En dénonçant plus salaud qu'eux, ils se posent en démocrates, en modérés, voire en humanistes, alors qu'ils alignent en réalité de plus en plus leur phraséologie sur celle de Le Pen, y compris dans ce que son discours a de plus écœurant. Sans oublier que, si le RPR ou l'UDF avaient été à la place du Parti Socialiste, ils n'auraient évidemment pas mené une politique plus favorable aux classes populaires, à même de résorber le chômage et d'éviter les insatisfactions sur lesquelles s'appuie Le Pen.

Voilà donc la conjonction d'intérêts électoraux qui, de fait, dessine une sorte de "front anti-Le Pen" informel. Tous les problèmes sont effacés derrière le problème Le Pen. Il y a Le Pen - et les autres. Et même un Pasqua, aussi proche que possible de Le Pen par son passé d'homme de main, chef du SAC, par ses idées réactionnaires, par son goût de l'ordre policier, par la composition même de sa liste électorale sur laquelle figure Alain Robert, ancien secrétaire général du mouvement d'extrême-droite Occident et cofondateur du Front National, eh bien même un Pasqua se pose en grand pourfendeur de Le Pen et du lepénisme ; le temps des élections en tout cas, car juste après, dès le partage des postes à la direction des Conseils régionaux, la droite dite démocratique fera comme elle l'a fait en maints endroits : elle s'entendra avec le Front National.

... ET CEUX QUI CHERCHENT A S'Y OPPOSER SANS EN TROUVER LES MOYENS

Voilà le contexte dans lequel se situent les différentes manifestations qui accompagnent en général les déplacements de Le Pen dans son tour de France pour soutenir les candidats du Front National. Ces manifestations se proposent de faire le contrepoids aux meetings locaux de Le Pen, et souvent d'en empêcher la tenue. Parfois, comme en Corse ou, tout récemment, à Limoges, avec succès.

Ces manifestations ont lieu sous l'impulsion de SOS-Racisme, d'organisations de travailleurs immigrés, et plus généralement d'organisations de gauche, PC surtout, quand ce n'est pas le PS, ou d'extrême-gauche.

Il est parfaitement compréhensible que nombre de gens aient envie de s'opposer à la venue de Le Pen dans leur ville.

Ceux que ces appels à manifester entraînent sont, pour beaucoup d'entre eux sinon pour tous, mus par la sincère volonté de faire barrage à Le Pen ou, au moins, de marquer leur opposition aux insanités racistes qu'il véhicule. A ce titre, nous sommes solidaires d'eux.

Mais il faut se rendre compte aussi qu'en réalité, ces manifestations ne gênent pas Le Pen. Au contraire. Un meeting qui est empêché - en général d'ailleurs à cause de la police ou de l'intervention des autorités pour *"éviter les troubles à l'ordre public"* - lui fait plus de publicité qu'un meeting qui se serait tenu.

Les polémiques autour des contre-manifestations font encore parler de lui et c'est ce qu'il cherche. Il peut poser à "l'homme seul contre tous", alors qu'une bonne partie de ses prétendus adversaires lui ont fait jusqu'à présent la courte échelle et que d'autres sont ses alliés d'aujourd'hui ou de demain. Plus il a l'occasion de crier qu'on l'empêche de parler, moins le caractère profondément anti-ouvrier et anti-populaire de sa politique est perceptible pour les fractions des couches populaires qui envisagent de voter pour lui par dégoût mal placé à l'égard de la politique du gouvernement PS.

Pour sincères que soient les motivations d'une bonne partie de ceux qui participent à ces manifestations et pour anti-gouvernementaux que soient parfois leurs slogans, elles seront récupérées, à un niveau ou à un autre, au profit de tous ceux qui, comme le PS mais dans une certaine mesure, aussi, la droite classique, se posent en rempart électoral contre Le Pen.

Et surtout, ces manifestations ne freinent même pas la progression électorale de Le Pen, et à plus forte raison, elle n'enrayent pas la menace sociale qu'il recèle.

COMMENT COMBATTRE LE PEN ?

Alors combattre Le Pen, ce n'est évidemment pas voter PS, ni même PC. Mais ce n'est pas, non plus, mobiliser une petite fraction de la jeunesse dans des manifestations calquées sur le calendrier des meetings de Le Pen avec pour objectif d'empêcher ceux-ci. La montée de Le Pen et ce qu'il représente politiquement, socialement, sont un danger potentiel, grave pour la classe ouvrière comme pour toute la société. Mais pour faire face à cette menace, les travailleurs ne peuvent pas compter sur les politiciens de gauche et de droite qui cèdent déjà devant les idées de Le Pen, alors même que celui-ci est encore minoritaire même sur le plan électoral.

Ils ne peuvent pas compter, non plus, sur quelques manifestations dans le cadre d'une campagne électorale. Au mieux, c'est inefficace, au pire, c'est de la poudre aux yeux.

Les jeunes, y compris les jeunes intellectuels qui sont sincèrement préoccupés par la montée de Le Pen, seraient plus efficaces en se plaçant sur le terrain social de la classe ouvrière, sur le terrain de la classe des travailleurs.

Nous ne nous posons pas en donneurs de conseils, mais si menace fasciste il y a réellement un jour, on ne l'arrêtera pas par des actions comme ces manifestations. Et le faire croire peut se révéler dangereux.

Pour faire face à une réelle menace fasciste, envahissant la vie sociale, il faut une véritable force sociale, une force collective ayant sa propre action, ses propres valeurs à opposer à la marée fasciste.

Seule l'intervention d'un mouvement ouvrier ayant retrouvé sa confiance, sa combativité, ses valeurs et sa capacité à peser sur la vie politique, peut constituer un rempart - au-delà du phénomène électoral Le Pen qui pourrait alors se dissiper aussi vite qu'il s'est constitué - contre la menace fasciste qu'il est susceptible de receler.

Georges KALDY

AFP

Manifestants protestant contre la tenue d'un meeting de Le Pen à Marseille

Quand la gauche, déjà, faisait la politique de la droite

LES SOCIALISTES ET LES GOUVERNEMENTS DE L'APRES-GUERRE

VIOLLET

Janvier 1947 : le gouvernement Ramadier à l'Assemblée nationale. A côté de Ramadier, Maurice Thorez.

Après la Seconde Guerre mondiale, la gauche fut associée au gouvernement pendant plusieurs années. Il ne s'agissait pas cette fois-ci de gouvernements de gauche, comme sous le Front Populaire en 1936, ou comme plus tard au temps de l'Union de la Gauche avec Mitterrand, mais de gouvernements où elle cohabita avec la droite.

Sa participation commença d'abord sous la direction de De Gaulle, dans le Gouvernement Provisoire qui succéda à celui d'Alger constitué pendant l'Occupation. Puis lorsque le général De Gaulle quitta sa fonction en janvier 1946, parce qu'il la jugeait incompatible avec *"le régime des partis"*, se succédèrent des gouvernements "tripartites", composés du Parti Communiste Français, du Parti Socialiste (SFIO), et du Mouvement Républicain Populaire (MRP), ce dernier se voulant le parti de la fidélité à De Gaulle. Mais le début de la Guerre Froide, avec la volonté proclamée du pouvoir américain de faire cesser toute participation gouvernementale de communistes dans les pays européens, conjuguée à une situation intérieure française marquée par la grève aux usines Renault qui contraignit le PCF à se démarquer du gouvernement, permit à Ramadier, le Premier ministre socialiste du moment, de chasser les ministres communistes du gouvernement en mai 1947.

Le Parti Socialiste (SFIO) continua à gouverner avec la droite plusieurs années encore après, constituant ce que l'on appela des gouvernements de "troisième force". Cette situation se prolongea pratiquement jusqu'à la fin de la législature en juin 1951 (à l'exception d'une courte période, celle du ministère Georges Bidault, d'octobre 1949 à juin 1950, où pour la première fois le Parti Socialiste quitta le gouvernement, tout en continuant à lui aporter son soutien).

L'idylle dura jusqu'à après les élections de juin 1951, où après avoir contribué à faire voter une loi électorale inique, faite sur mesure pour diminuer la représentation du PCF à l'Assemblée Nationale par un système baptisé d'"apparentements", le Parti Socialiste fut complètement éliminé du gouvernement pour toute une législature. Il laissa alors la place aux gouvernements les plus anti-ouvriers qu'on ait connus dans la période.

Entre-temps le Parti Socialiste avait eu le temps de se déconsidérer suffisamment pour que, malgré une loi électorale scélérate, il n'ait plus un poids parlementaire suffisant pour constituer les majorités. La droite pouvait désormais se passer de ses services au gouvernement. Ce qui n'empêcha pas quand même les députés socialistes, après juin 1951, de voter l'investiture des deux premiers gouvernements de la législature, composés des partis de la droite et du Centre.

La gauche pour faire admettre les sacrifices à la classe ouvrière.

Les partis de gauche, Parti Socialiste et Parti Communiste, avaient pourtant une audience considérable au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aux premières élections, en octobre 1945, le PCF avait plus d'un quart des suffrages et avait remporté 160 sièges à l'Assemblée, la SFIO le suivait de près et avait 142 sièges. A eux deux, ils avaient la majorité absolue, 302 voix sur 583. Cela ne les empêcha pas de donner l'investiture à De Gaulle, qui fut choisi à l'unamité comme chef du gouvernement.

Avec De Gaulle, le rôle de la gauche consista à rétablir l'autorité de l'Etat (bourgeois bien sûr). Celui-ci n'était pas menacé, mais il fallait cependant le réorganiser après les désordres dus à la guerre. Thorez proclama *"une seule armée, une seule police"* et sut se rendre "utile" en faisant désarmer les "milices patriotiques". La bourgeoisie, qui était incapable sans l'aide de l'Etat de remettre en route l'économie, se rangea à l'idée d'une politique dirigiste dont De Gaulle prit l'initiative. Cependant qu'il prenait des mesures de nationalisations (charbonnages, transports, etc...), il trouva dans les partis de gauche

AFP

A Madagascar, image du colonialisme.

-en particulier dans le PCF- l'encadrement nécessaire pour faire produire les travailleurs, en leur donnant l'illusion que c'était pour eux qu'ils en mettaient un coup, alors que s'ils travaillaient dur, c'était pour remettre en selle leurs exploiteurs.

C'est la même politique qui continua, une fois De Gaulle parti. La gauche sut, au moins pour un temps, faire accepter les sacrifices aux travailleurs. Les discours productivistes de Thorez ou d'autres, dans le style *"retroussez les manches"* ou *"travailler d'abord, revendiquer ensuite"*, justifiaient aux yeux de la bourgeoisie les places de ministres qui leur étaient laissées au gouvernement. Les difficultés de la reconstruction, du ravitaillement, du marché noir et de la spéculation, de l'inflation galopante, avaient rendu à certains moments les conditions de survie encore plus dures que pendant la période de l'Occupation. Il y eut des tickets de rationnement jusqu'en 1949 et sous le gouvernement du socialiste Ramadier, la ration de pain descendit de 250 grammes à 200.

C'est ce même Ramadier qui, après l'éviction des ministres communistes, refusa pendant l'été 1947 d'entériner un accord entre la CGT et le CNPF parce qu'il aurait conduit à une hausse excessive des salaires, et donc selon lui, des prix...

Les Premiers ministres après De Gaulle furent socialistes ou MRP jusqu'à l'éviction des communistes. Mais après, ils furent MRP ou radicaux. Cela n'empêcha pas le Parti Socialiste, qui participait aux gouvernements, de se charger des basses œuvres. C'est ce que fit par exemple ce ministre de l'Intérieur, Jules Moch, qui en 1948 s'illustra dans la répression brutale de la grève des mineurs, et qui se forgea la réputation d'avoir beaucoup fait pour la promotion de ce corps de police bien connu sous le nom de CRS, les Compagnies Républicaines de Sécurité.

La gauche contre les peuples coloniaux

Les gouvernements de cette période d'après-guerre ne s'illustrèrent pas seulement par une politique intérieure anti-ouvrière, ils furent aussi les champions de la répression coloniale.

Il y avait eu en 1945 le bombardement de Sétif et la répression dans le Constantinois, en Algérie. Dès 1946, les opérations militaires commencèrent en Indochine, alors que le PCF était encore au gouvernement. L'amiral d'Argenlieu s'illustra en faisant bombarder le port de Haïphong. Et c'est en mars 1947 qu'eut lieu la répression de l'insurrection malgache qui fit des dizaines de milliers de morts.

Le bilan de la participation de la gauche au gouvernement lors de cette période ne serait pas complet si on n'y ajoutait pas qu'à partir d'avril 1947, De Gaulle, qui devait trouver que les partis s'étaient suffisamment déconsidérés, avait appelé à la constitution du Rassemblement du Peuple français, le RPF. Dans ce cadre, sur la base d'une démagogie antiparlementaire, se constitua une organisation formée de groupes de choc, de type fasciste, qui des années durant ensuite firent le coup de poing contre les vendeurs de L'*Humanité* et les militants du PCF, ou se livrèrent même à des attentats. Le RPF eut aussi une forte audience électorale, il eut des députés qui finirent aussi par jouer le jeu parlementaire, et par "aller à la soupe" pour certains, en devenant ministres. Jusqu'à ce que De Gaulle s'en désintéresse et décide alors de dissoudre le RPF.

Ainsi durant cette période d'après-guerre, la participation de la gauche au gouvernement avait servi à faire la politique de la droite. Et elle l'avait renforcée considérablement, pendant qu'elle s'était elle-même déconsidérée et qu'elle avait désarmé les travailleurs.

Louis GUILBERT

Un "impôt Europe"

BÉRÉGOVOY VEUT-IL NOUS METTRE LA MAIN AUX ÉCUS ?

Après la vignette pour les vieux (dont ils ne virent jamais la couleur), l'impôt-sécheresse, la contribution solidarité, et on en passe, on va peut-être voir l'impôt "Europe". En tout cas c'est le dernier tour de passe-passe que Bérégovoy a sorti de sa besace, dans l'espoir évident de nous faire oublier que c'est lui et pas un autre qui encaissera nos écus.

C'est que cela fait un bout de temps que Bérégovoy cherche un moyen pas trop voyant de faire payer un peu plus les cochons de contribuables que nous sommes. Ceci pour éponger au moins en partie le déficit croissant des dépenses de l'Etat. Mais évidemment, après le coup de la CSG, et à un an des élections, le moment est plutôt mal choisi.

Or voilà que son ami Delors se met à réclamer une rallonge du budget de la CEE pour financer les décisions de Maastricht. Pas une rallonge énorme, du reste, 31 % d'ici à 1997, soit environ 5,5 % l'an, à peine plus que l'inflation. Pas de quoi en faire une affaire.

Mais qui ira regarder de si près de toute façon ? Pour Bérégovoy, l'occasion est trop belle. Le voilà donc qui, tout comme ses collègues anglais et allemand d'ailleurs, se met à pousser des cris de fauché qu'on cherche à détrousser, ne serait-ce que pour le principe. Mais pas seulement pour le principe puisque du même souffle, le voilà qui annonce son impôt "Europe", soi-disant pour satisfaire aux exigences de l'Europe, en fait bien sûr un impôt tout ce qu'il y a de plus gaulois mais dont on n'ose pas dire le nom.

De toute évidence Bérégovoy lui-même n'est pas sûr de son coup puisqu'il en est encore à lancer des ballons d'essai, histoire de tâter le terrain. Il n'a pas tort, la ficelle est quand même un peu grosse.

Pas un sou de plus pour le logement

L'ÉTAT EST PAUVRE QUAND IL S'AGIT DES BESOINS DES PAUVRES

AFP

Une cité de la banlieue parisienne.

Le gouvernement étudiait, paraît-il, un plan d'aide au logement. Mais voilà, Bérégovoy, le ministre de l'Economie et des Finances, et Cresson, n'entendaient rien débourser. Ils ont donc finalement annoncé des mesures qui ne coûteront pas un centime à l'Etat, et de vagues promesses en trompe-l'œil.

La Caisse des Dépôts, organisme public, sera ainsi invitée à construire un *"important programme de logements locatifs sociaux"*. Voilà qui sonne bien. Mais ces appartements seront, à y regarder de plus près, destinés aux ménages n'ayant pas droit aux HLM pour cause de revenus trop élevés (environ trois fois le SMIC). Bâtir pour ces familles n'aurait certes rien de choquant. Mais comme cet organisme public, déjà en principe chargé de financer les HLM, ne le fait pas assez, la promesse ne vaut guère. A moins que ses dirigeants n'aient l'intention de construire désormais seulement pour ceux qui sont un peu mieux lotis que les plus pauvres, de façon à récupérer des loyers plus élevés.

Autre mesure : la création d'un fonds de garantie pour permettre aux familles les plus pauvres d'acheter à crédit. L'Etat, en effet, n'envisage pas du tout de financer plus de prêts à taux réduits. Il se contente d'inciter les plus démunis à s'endetter au prix fort et de mettre sur pied une assurance pour le cas où ils sombreraient.

Enfin, dernière pincée de poudre aux yeux, les plans d'épargne-logement seraient raccourcis de cinq à quatre ans pour permettre à ceux qui ont pu économiser d'acheter un an plus tôt en bénéficiant de crédits moins chers. Une solution réservée, de toute façon, à ceux qui peuvent attendre quatre ans et surtout épargner des sommes importantes.

Les familles populaires logées dans des conditions inconfortables, voire insalubres, attendront donc. De même que les travailleurs du bâtiment au chômage. Nos gouvernants socialistes sont infiniment plus généreux quand il s'agit de réduire l'impôt sur les bénéfices comme ils l'ont fait il y a trois mois.

Pierre VERNANT

Yougoslavie — La guerre en Bosnie-H

LA REGRESSION

Milicien serbe à Sarajevo.

AFP

C'est du cœur même de la Bosnie-Herzégovine, de Sarajevo, que repart aujourd'hui l'incendie qui détruit la Yougoslavie et fait des morts par milliers parmi sa population.

Le 1er mars, jour où les citoyens de cette République multinationale étaient appelés à se prononcer sur la question de son indépendance, a été aussi le jour même où des barricades sont apparues dans la capitale et où des fusillades ont éclaté. Il a suffi de ce qui était peut-être une provocation - un mariage serbe avec drapeau serbe en tête au sein de la vieille ville musulmane -, qu'un attentat ait lieu et qu'un Serbe du cortège y trouve la mort, pour qu'aussitôt, malgré la condamnation de cet attentat par les dirigeants de la communauté musulmane, les Serbes de la ville et des environs se dressent en armes contre l'idée même que la partie serbe de la population devienne une minorité sous domination musulmane dans une Bosnie-Herzégovine indépendante.

UNE MOZAÏQUE DE PEUPLES

Car ceux qu'on appelle les Musulmans, en Bosnie-Herzégovine, représentent environ 44 % de la population totale. Cette République est une sorte de concentré de l'ex-You-goslavie tout entière, habitée par environ 32 % de Serbes, 17 % de Croates, et diverses autres nationalités. Les 44 % de Musulmans sont en fait des Slaves eux aussi, islamisés dans le passé au fil des siècles de domination turque. Une bonne partie d'entre eux sont en réalité tout à fait athées. Mais lesdits Musulmans de Bosnie-Herzégovine (avec un M majuscule) ont été érigés en nationalité à part entière, comme les Croates et les Serbes, sous Tito, en 1971, indépendamment de la religion, dans une tentative pour aboutir à un modus vivendi entre les composantes issues des péripéties historiques que cette région-carrefour a connues.

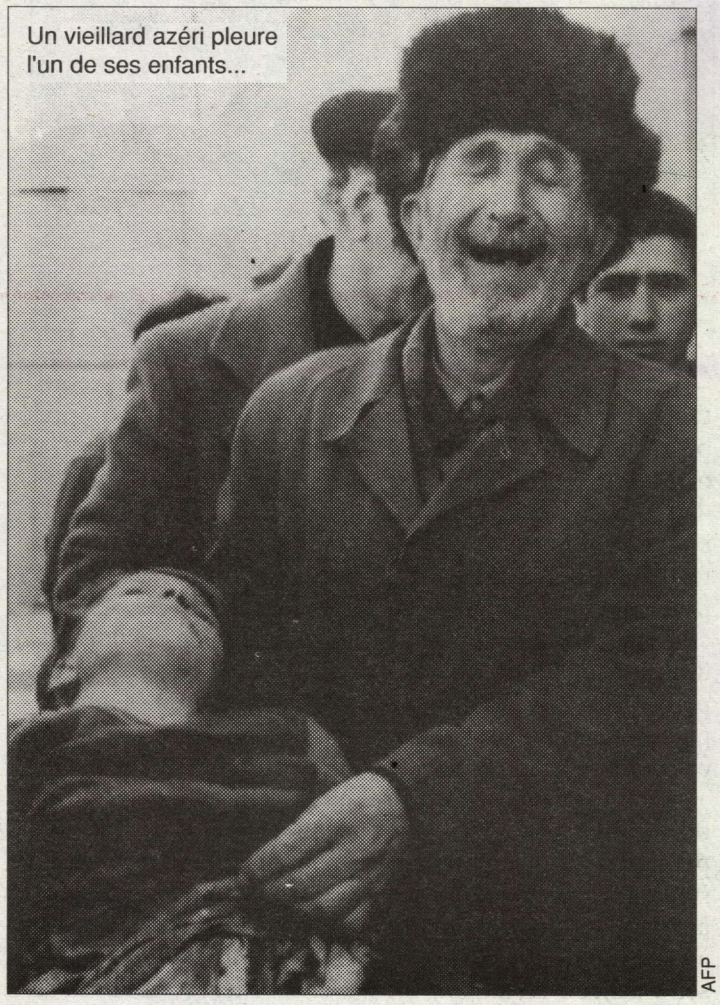
La Bosnie-Herzégovine fonctionnait en petit comme la fédération yougoslave entière, c'est-à-dire suivant un principe de collégialité tournante aux différents sommets du pouvoir, exécutif et Parlement.

Musulmans, Serbes, Croates, ont cohabité dans une imbrication générale, au niveau non seulement des cantons, des quartiers, mais y compris des immeubles dans les villes et à Sarajevo en particulier. Les mariages mixtes et les enfants qui en sont issus y sont relativement nombreux, et une bonne partie de la population s'y déclarait, du moins jusqu'à la période actuelle, tout bonnement "yougoslave".

Mais ce n'est pas une folie subite qui s'est emparée des Bosniaques au point de les jeter les uns contre les autres de façon irrationnelle. C'est le résultat condensé de ce qui se passe dans cette région de l'Europe depuis ces derniers mois ou ces toutes dernières années.

Sur fond de crise économique aiguë et de crise au sommet du pouvoir, le feu a commencé à prendre entre dirigeants serbes d'une part, dirigeants slovènes et croates d'autre part. La Slovénie a pu opérer sa sécession, en tant que région relativement plus prospère, d'avec une Yougoslavie en perdition, mais la Croatie voisine était bien trop insérée dans la mosaïque fédérale, notamment en raison de ses enclaves à majorité serbe, pour que le feu ne se répandît pas. A partir du moment où les différentes cliques représentantes des privilégiés se sont lancées dans la lutte pour le pouvoir et ont pratiqué pour ce faire la fuite en avant dans la guerre en excitant les sentiments nationalistes antagonistes, la Bosnie-Herzégovine qui concentre trois des nationalités principales ne pouvait rester que provisoirement à l'écart de la guerre civile serbo-croate.

Tout se tient, tous les peuples se tiennent les uns les autres, d'un bout à l'autre des Balkans (car cela va même au-delà de l'ex-fédération yougoslave), les nationalismes s'alimentant les uns les autres.


Un vieillard azéri pleure l'un de ses enfants...

AFP

Arménie-Azerbaïdjan — PLU

N'EMPECHE L

Au fur et à mesure qu'était annoncé, puis qu'entrait en vigueur, le départ des troupes de la CEI du Karabakh, et peut-être même bientôt de tout le Sud-Caucase, les combats ont redoublé d'acharnement dans cette région, entre Arméniens et Azéris. L'armée de l'ex-Union Soviétique en Arménie et Azerbaïdjan se montait, selon la presse, à 150 000 hommes, ce qui est relativement important. Et même si elle n'a pu empêcher la guerre larvée qui s'est développée dans la région depuis quatre ans, elle a tout de même servi de tampon entre les adversaires et empêché jusqu'à présent la guerre ouverte.

Son départ signifie tout d'abord que la CEI, en tant que telle, abdique pour le moment au moins toute ambition de jouer un rôle d'interposition dans cette région. On peut y voir une manoeuvre, des dirigeants russes en particulier, pour démontrer la nécessité du maintien d'une force armée unifiée dans l'ex-URSS, puisqu'en son absence les peuples s'entretuent. Quoi qu'il en soit, pour l'instant rien n'empêche plus la guerre générale d'éclater.

Il y a bien encore quelques tentatives diplomatiques d'empêcher la guerre. Soit par le biais de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe), soit au moyen d'une médiation des pays de la région : Turquie et Iran. Mais l'Europe aura sans doute encore moins d'influence au Caucase qu'en Yougoslavie ; quant aux puissances régionales, il n'est même pas exclu qu'elles soient amenées un jour à intervenir elles-mêmes dans le conflit, mais pour y jouer leur propre jeu, ce qui serait la pire des situations...

Sur le terrain, en tout cas, les adversaires se préparent à la guerre. Les Arméniens cherchent à créer un corridor à eux entre l'Arménie et le Karabakh, qui n'est qu'à quelques kilomètres, ainsi qu'à "grignoter" des positions plus favorables. Et pour cela, s'il faut en croire les témoignages rapportés par la presse, ils n'hésitent pas à perpétrer des massacres, afin d'obliger les Azéris à déguerpir des zones dont ils veulent s'assurer le contrôle. Atrocités, massacres, terreur ne sont le monopole

rzégovine

NATIONALISTE

LA DECLARATION D'INDEPENDANCE

Vu les événements, les dirigeants musulmans de Sarajevo ne souhaitaient pas tomber sous la coupe d'une mini-Yougoslavie réduite à la Serbie et à son petit allié le Monténégro. Le Parlement a alors voté une déclaration d'indépendance, comme la Slovénie et la Croatie ou comme la Macédoine au sud du pays.

Mais ce vote fut acquis en l'absence des députés représentant la communauté serbe : ceux-ci misent au contraire sur leur alliance avec Belgrade pour faire bande à part, pour auto-proclamer par exemple une République indépendante à eux (la Krajina bosniaque), et pour militer en faveur d'une partition de la Bosnie-Herzégovine en trois Etats qui leur laisserait théoriquement la possibilité de se fédérer en tant que Serbes avec la Serbie proprement dite, dans le cadre de son projet de mini-Yougoslavie.

La minorité croate, elle, est divisée. Dans les territoires limitrophes de la Croatie, elle envisage son rattachement à cette dernière, mais ailleurs elle fait plus ou moins cause commune contre les Serbes avec les Musulmans (avec cependant des vues différentes pour l'avenir de l'aménagement régional du territoire...).

La Communauté Européenne, ayant officiellement entériné l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, a décidé que l'indépendance votée par le Parlement bosniaque devrait d'abord être soumise à référendum. C'est ce référendum qui vient d'avoir lieu les 29 février et 1er mars, donnant la majorité aux partisans de l'indépendance de la République bosniaque sur la base de son intégrité territoriale. Et c'est ce référendum que récusent les militants et les miliciens serbes, qui avaient appelé à le boycotter ; c'est contre ses résultats que se sont dressées les barricades le soir même, prenant prétexte de l'attentat de l'après-midi.

DES CAMPS PRETS A LA GUERRE

Bien sûr, dans cet enchaînement des antagonismes nationalistes que connaît la Yougoslavie, dans cette aggravation des surenchères engendrée par la politique des dirigeants des différents clans, chaque camp a eu le temps de s'armer, de mettre en place ses propres filières d'approvisionnement, et les affaires des trafiquants d'armes vont bon train depuis un moment. Les attentats étaient devenus quotidiens en Bosnie-Herzégovine.

Les pousse-au-crime de la minorité serbe bénéficient quant à eux de la présence massive de l'armée serbo-fédérale : celle-ci s'est servie au cours des derniers mois de ce territoire comme d'une base arrière dans sa guerre contre les forces de la Croatie voisine.

Les milliers de morts, les destructions et les ravages qui ont eu lieu en territoire de Croatie, de Vukovar et Osijek à Dubrovnik, ne sont peut-être qu'un petit avant-goût de ce qui attend la population de la Bosnie. Aujourd'hui, plus personne ne voit de solution à ce drame, face auquel la perspective annoncée de l'arrivée de 14 000 casques bleus de l'ONU apparaît criminellement dérisoire, tout comme le fait que cette "force de paix" de l'ONU devrait en principe installer son quartier général... à Sarajevo !

La régression nationaliste risque bien là de donner toute la mesure de sa barbarie.

Certes, les masses travailleuses de ce territoire comme d'ailleurs sont exploitées, et telles ou telles parties de la population peuvent se sentir nationalement plus ou moins lésées. Mais justement, elles cohabitaient néanmoins, vivaient côte à côte et même ensemble. Pour secouer le joug de l'exploitation et de la dictature, pour améliorer leur sort, elles auraient pu déboucher sur la perspective un jour d'une lutte commune contre les nantis et les privilégiés du régime. Mais ce que leur offrent ces privilégiés et les politiciens qui les représentent, ce n'est pas une telle lutte, et n'a même rien à voir avec un quelconque droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le seul droit des peuples dans cette affaire, c'est celui de vivre dans la peur et le désir de vengeance entre voisins et parents, c'est celui de combats fratricides.

Cela n'était pas inscrit comme une fatalité dans le devenir des peuples yougoslaves. C'est une conséquence de la crise du système capitaliste et des luttes pour le pouvoir entre les cliques qui entendent en profiter et qui se servent des peuples comme d'instruments de leurs appétits.

Christiane LE GUERN

S RIEN A GUERRE

d'aucun des camps...

Les Azéris de leur côté bombardent des villages arméniens et tentent de tenir le terrain en attendant que leur armée soit prête à l'offensive qui viendra sans doute plus tard.

Mais si le Karabakh est une enclave arménienne en territoire azéri, en revanche le Nakhitchevan est une enclave azérie en territoire arménien. Si la guerre éclate vraiment entre les deux Etats, le front sera un peu partout, et tout le Sud-Caucase risque d'être mis à feu et à sang...

Certes le conflit entre les Arméniens et les Azéris (ou les Turcs) est séculaire. Certes l'oppression et les injustices subsistaient largement dans l'URSS stalinienne. Mais les nationalistes qui ont pris les choses en main, de part et d'autre de la frontière, ont consciemment spéculé sur les tensions existantes et les ont aggravées. D'horribles pogromes anti-Arméniens ont eu lieu. Des dizaines de milliers de réfugiés ont dû s'enfuir de chacun des deux pays, et maintenant les peuples sont précipités dans une guerre terrible.

André VICTOR

Vient de paraître

Prix 10 F
Envoi contre 12 F en timbres

Albanie

UNE NOUVELLE VAGUE D'EMEUTES DE LA MISERE

Pendant plus d'une semaine, différentes villes d'Albanie ont vu se dérouler des émeutes de la faim et des pillages. Magasins d'alimentation, entrepôts de vivres, magasins et usines de textile étaient les cibles privilégiées de milliers d'Albanais que la situation économique du pays condamne à la misère. Le mouvement s'est propagé dans différentes régions. La police et l'armée, visiblement débordées en plus d'un endroit, semblent avoir mis partout plusieurs jours à reprendre en main la situation. Le bilan se chiffre à plusieurs morts et à plus d'une centaine de blessés.

Parallèlement, le port de Dürres, d'où partent des lignes maritimes en direction de l'Italie, a vu une nouvelle fois affluer une foule de candidats à l'exil que les forces de l'ordre ont difficilement dispersés en même temps qu'elles envoyaient au large les bateaux stationnés là, dans le but de faire perdre à la population tout espoir de pouvoir quitter Dürres et gagner un autre pays.

L'Albanie a connu déjà à plusieurs reprises des mouvements semblables au cours de l'année écoulée. A chaque fois c'est par la répression que le pouvoir en place a répondu. Quant aux tentatives faites par tant d'Albanais pour émigrer vers l'Italie et les autres pays européens, elles sont d'autant plus désespérées qu'aucun ne veut les accueillir.

Aujourd'hui, parce que cette nouvelle crise éclate à trois semaines des élections qui doivent se dérouler le 22 mars, les dirigeants de l'opposition accusent le gouvernement (dominé par l'ancien Parti Communiste, rebaptisé "Socialiste" depuis le mois de juin) d'avoir provoqué ces troubles pour empêcher le déroulement normal de la consultation et pour miner le terrain de l'opposition si celle-ci devait l'emporter.

Mais les calculs politiciens et les manoeuvres visant à la mise en place d'un multipartisme et d'un parlementarisme de façade n'expliquent certainement pas les mouvements de colère et les accès de désespoir répétés de la population. Pour l'immense majorité des Albanais, le faible vent de réformes politiques qui a soufflé il y a un an, tout comme les quelques mesures d'ouverture sur l'Occident, ne se sont traduites ni par moins de misère, ni même par plus de liberté. Et les vertus du bulletin de vote n'auront en tout cas pas eu le loisir de faire longtemps illusion.

Henriette MAUTHEY

Pollution à bon compte dans les pays pauvres

LE CAPITALISME, UN POISON POUR TOUTE LA PLANETE

GAMMA/NEUVEU

Dépôt d'ordures près de Manille, aux Philippines, la "montagne fumante.

Un rapport confidentiel de la Banque mondiale, rendu incidemment public, préconise carrément de transférer dans les pays sous-développés les industries polluantes d'Europe, d'Amérique et du Japon. *"La Banque ne devrait-elle pas encourager une migration des industries polluantes vers les pays les moins avancés ?"* écrit ainsi cyniquement, un certain Lawrence Summers, expert de cet organisme chargé, sous des dehors prétendûment honorables, de financer l'exploitation du Tiers-Monde.

Polluer et ravager les pays pauvres pour permettre aux capitalistes des pays riches de faire fortune n'est pas une idée nouvelle. C'est même une idée aussi ancienne que le capitalisme lui-même, depuis qu'au XVIe siècle les premiers bourgeois d'Europe ont commencé à piller le monde en accumulant l'or, l'argent et les denrées tropicales dans leurs entrepôts. Une grande partie des richesses accumulées depuis par les banques et les trusts occidentaux provient de l'exploitation des ressources des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Mais le capitalisme, qui se caractérise d'abord par sa capacité - ou plutôt sa rapacité - à créer de nouvelles occasions de bénéfices rapides et sans risques, n'a depuis cessé de rançonner les peuples de la planète. Et fait sans cesse mieux. Ou pire. Selon l'organisation écologique Greenpeace, *"des négociations seraient actuellement menées en sous-main afin d'envoyer toutes sortes de produits toxiques en Amérique centrale."*

Des exportations de déchets, provenant de l'industrie papetière américaine, riches en matières nocives, devraient par exemple, bientôt être réalisées vers le Guatemala. Au Honduras, une société des Etats-Unis, Stone Container, a signé un accord avec le gouvernement local pour exploiter un million d'hectares de pins, en échange de vagues promesses de reboisement. Même situation au Nicaragua où un scandale a éclaté, quand fut révélé que le gouvernement avait autorisé l'exploitation d'un quart des forêts du pays par un trust coréen.

Le Panama, quant à lui, aurait l'intention d'importer des chutes de bois traitées avec des matériaux toxiques interdits aux Etats-Unis. *"Non contents de saccager les forêts de la région, déjà en soi une véritable catastrophe écologique, les pays du Nord veulent nous couvrir d'immondices"* écrit un journal du Guatemala. Et tous les pays pauvres sont concernés.

Durant les années 80, les pays africains avaient commencé à servir de poubelle aux pays développés. Devant les ravages opérés, quelques mesures de contrôle ont été décidées. Ce sont donc désormais les pays d'Europe de l'Est qui constitueraient la décharge la plus pratique pour les industriels de l'Ouest. Au cours des deux dernières années, plus de 70 000 tonnes de déchets ont été expédiées vers la Pologne. Et des quantités bien plus importantes ont été finalement refusées. Du coup, l'industrie allemande envisage d'exporter 2 à 3 millions de tonnes de voitures concassées vers la Roumanie. Le pays aurait reçu des propositions de sociétés allemandes, autrichiennes et italiennes pour la construction gratuite d'usines destinées à brûler les produits toxiques. Le ministère roumain de l'environnement aurait déclaré en privé qu'il était prêt à accepter des fonds, à condition que l'argent lui soit versé...

Des sociétés australiennes et suisses se proposent d'expédier des centaines de milliers de tonnes de résidus empoisonnés de produits pétroliers en Lituanie. L'Estonie a été contactée par des entreprises hollandaises pour l'incinération d'ordures ménagères.

Aux dernières nouvelles, seule l'instabilité politique qui règne dans les pays composant l'ex-URSS aurait retardé des opérations de ce genre dans les différentes Républiques soviétiques !

Les soi-disant défenseurs du monde libre - de polluer - s'apprêtent, au nom du droit du profit à commettre dans les pays de l'ex-bloc de l'Est, les mêmes méfaits que ceux qu'ils dénonçaient comme le résultat d'un prétendu communisme.

Défendre vraiment la planète et son avenir, à commencer par celui des hommes qui y vivent, cela ne peut se faire qu'en mettant à la poubelle le capitalisme !

Pierre Vernant

Un an après la guerre ;

PRESSIONS ET BLOCUS ÉCONOMIQUE CONTRE L'IRAK CONTINUENT

Vendredi 28 février le Conseil de sécurité de l'ONU a encore menacé l'Irak de nouvelles mesures de représailles au cas où il ne se conformerait pas à toutes les exigences de destruction d'armements dictées par l'ONU, c'est-à-dire par les Etats-Unis.

Les *"conséquences graves"* qu'aurait à subir l'Irak en cas de refus ne sont pas précisées ; mais, comme dans une meute ce sont les roquets qui aboient le plus fort, ce sont le représentant du gouvernement français à l'ONU et le chef de la diplomatie britannique qui se sont tous deux empressés de déclarer que cela pourrait aller jusqu'à des actions militaires contre l'Irak.

Cette fois il ne s'agit plus seulement d'exiger de l'Irak la destruction de matériel militaire proprement dit, mais même du *"matériel lié à la fabrication de missiles d'une portée supérieure à 150 kilomètres"*. Du matériel aux moyens de le produire, il n'est pas difficile ainsi de multiplier les exigences à l'infini.

Car le but pour les Etats-Unis et leurs alliés est de trouver toujours de nouveaux prétextes pour continuer à maintenir leur pression sur le gouvernement irakien, et surtout sur le peuple irakien lui-même. De ce point de vue d'ailleurs la question pour les Etats-Unis n'est probablement pas tant pour l'instant de se lancer dans de nouvelles représailles militaires que d'en laisser planer la menace. Et il s'agit surtout par là de justifier le blocus économique exercé par les USA et leurs alliés contre l'Irak, ce blocus qui maintient dans la misère la plus profonde ce peuple que l'on a déjà écrasé sous les tonnes de bombes.

Affamer le peuple irakien qui vit aujourd'hui dans les décombres de la guerre, victime des épidémies, voilà l'œuvre des grandes puissances. Une façon pour celles-ci de menacer aussi, par l'exemple, tous les autres peuples du Moyen-Orient, que l'on maintient dans la misère pendant que les trust pétroliers s'engraissent des richesses de leurs pays.

Olivier BELIN

LES NOUVEAUX PAUVRES

Suite aux pertes annoncées par la société d'ordinateurs IBM en 1991, le salaire de son PDG, John Achers, va être diminué de 40% pour 1992 !

Ses appointements de base vont être ramenés à 1,6 million de dollars (soit plus de 8 millions de francs) par an. Par mois, ce malheureux va maintenant toucher environ 100 fois le SMIC. Sans compter les jetons de présence, les revenus de ses actions et ses autres avantages en nature.

IBM doit être vraiment sur la paille.

Ile de la Réunion

35% DE SALAIRE EN MOINS POUR LES AUXILIAIRES DES PTT

Le 4 décembre dernier, une nouvelle convention collective était signée entre la direction de France Télécom, La Poste et trois syndicats (FO, CFTC et CFDT). Résultat, à La Réunion, avec cette nouvelle convention, c'est la prime de vie chère, égale à 35% du salaire de base des postiers, qui vient de sauter pour les auxiliaires. En fait ce n'est ni plus ni moins que le début de l'application du plan Rippert qui prévoyait justement de supprimer la prime de vie chère pour les fonctionnaires des départements d'outre-mer.

L'an passé, lors de la publication du rapport Rippert, l'Intersyndicale (dont ne fait plus partie la CFDT) avait appelé les travailleurs à défiler dans les rues de Saint-Denis, la capitale de l'île, pour dire leur opposition totale à la politique gouvernementale qui vise les fonctionnaires (les petits, pas les gros !) et en fait des boucs émissaires. Mais aujourd'hui certains syndicats, comme la CFDT, se sont ralliés totalement à la politique gouvernementale. L'ex-secrétaire général de la CFDT, Joachim Maillot, déclarait récemment au *Quotidien de la Réunion* : *"Je suis outré par ceux qui jouent sur la sécurité de l'emploi et la garantie salariale..."*. Il s'est recyclé depuis peu dans l'abattage de poulets. Et les autres ne font rien ou pas grand chose pour s'opposer aux directives parisiennes des PTT et du gouvernement contre le niveau de vie des employés de l'Etat.

Ainsi la CGTR, qui a été la seule organisation à faire quelque chose, n'a tenté de mobiliser que les quelques dizaines d'auxiliaires et employés des agences postales, au lieu de s'adresser au moins à l'ensemble du personnel des Postes et Télécommunications : c'est pourtant lui qui est visé à brève ou longue échéance par la nouvelle convention.

La CGTR a organisé un premier rassemblement des auxiliaires fin janvier et une grève début février. A celle-ci il y a eu 65% de participants parmi les auxiliaires, mais seulement, évidemment, quelques dizaines de manifestants à se retrouver devant la direction de la poste centrale à Saint-Denis.

Pourtant aux postiers qui proposaient d'appeler à une riposte de tous, auxiliaires ou titulaires, des dirigeants du syndicat ont répondu que *"ça casserait le mouvement des auxiliaires"*.

Ce qui sera cassé surtout, si les postiers et les autres travailleurs ne réagissent pas tout de suite ensemble, c'est l'occasion de forcer le gouvernement à remballer ses plans avant d'en avoir commencé l'application. Car en revanche il ne peut faire de doute pour personne que ce mauvais coup contre les travailleurs n'est qu'un premier pas. Si les auxiliaires sont victimes aujourd'hui, ce sera le tour des titulaires demain.

Correspondant LO

FORMATION DE JEUNES REUNIONNAIS...

...OU REMPLISSAGE DES POCHES DE PATRONS FRANÇAIS ?

L'ANT (Agence Nationale pour l'insertion et la promotion des Travailleurs d'Outre-Mer) s'efforce actuellement de multiplier les stages de formation des jeunes Réunionnais en France. Le prétexte est de leur donner une formation. Les raisons sont peut-être un peu différentes...

Ainsi, par exemple, douze jeunes filles ont été récemment envoyées dans l'hexagone pour suivre un cours de... pressing. Pour apprendre à repasser, maintenant il faut partir en France ! Il n'y a sans doute pas plus de formation que de travail au bout d'un tel stage. Mais les pouvoirs publics ont ainsi quand même l'air de faire quelque chose contre le chômage qui atteint entre 30 et 40% de la population active de l'île.

Ceux qui, en revanche, semblent avoir assuré la formation de leur magot, ce sont certains patrons français. Ainsi la société Nord-France va recevoir une rémunération de 1 800 000 F de l'Etat pour assurer, paraît-il, la formation de 30 jeunes Réunionnais à divers métiers du bâtiment.

6 millions anciens par stagiaire ! On comprend que la société Nord-France en accueille bien volontiers. Malgré les petits inconvénients. Lors d'une fournée précédente, elle s'était retrouvée avec une grève des stagiaires réunionnais, à la suite du licenciement de deux d'entre eux. Car, sans doute pour compléter leur formation, Nord-France n'oublie pas de se comporter en patron et en exploiteur tout à fait ordinaire envers ses stagiaires.

AFP

LE CRASH DE L'A320

vols dangereux et société à irresponsabilité illimitée

Le Parisien du mardi 3 mars a rendu publique une note d'instruction technique de la direction d'Air Inter qui, dès le 16 septembre 1991, soit quatre mois avant le crash de l'A-320 au Mont Sainte-Odile, avertissait ses pilotes que *"des cas de blocage de mesure de distance ont été observés sur des avions équipés de récepteurs DME COLLINS 700"*. Et la note précisait que les ordinateurs de bord ne pouvaient détecter l'anomalie, précisant : *"Une dérive importante du calcul de position peut se produire"*. La conclusion en était que *"le récepteur DME va être modifié"*.

Or, ce qui apparaît de l'enquête sur les causes de la catastrophe, pour le moment, c'est qu'une erreur d'appréciation a été faite sur la position de l'avion par rapport à la piste d'atterrissage. Et les 87 morts du Mont Sainte-Odile pourraient bien avoir été les victimes d'un défaut connu de l'appareil. On a continué à faire voler ces avions et à faire courir des risques aux passagers, comme aux pilotes - même si on peut rétorquer que ceux-ci savaient.

Et pour quelles raisons ? Pour préserver un type d'avion contre ses concurrents des autres marques ? Pour préserver les profits des constructeurs ou des compagnies utilisatrices ?

Ce n'est en tout cas pas la "malchance" qui a tué.

Accord médecins-sécu

on rackette les malades

En principe les négociations en cours entre la Sécurité sociale et les médecins avaient pour but, selon le ministère de la Santé, *"d'éviter une explosion des dépenses de Santé"*. Mais les dépenses dont il s'agissait étaient bien sûr celles de la Sécurité sociale elle-même, pas celles payées par les malades.

L'accord auquel les négociateurs sont arrivés donne en effet en partie satisfaction aux médecins qui demandaient l'extension de la liberté des honoraires, autrement dit l'extension du "secteur 2" de la Convention où les médecins pratiquent les prix qu'ils désirent tandis que la Sécurité sociale ne rembourse que le prix prévu par la Convention.

L'accès à ce secteur 2, gelé depuis 1989, serait donc rouvert, en particulier aux jeunes médecins, dans toutes les régions où le secteur 2 représente moins de la majorité des médecins.

Aujourd'hui, dans l'ensemble du pays, 70% des médecins respectent les honoraires conventionnels. Le nouvel accord signifierait donc que cette proportion pourrait, à terme, tomber à 50%. En fait à moins, puisque dans certaines zones telles que Paris et quelques grandes villes, plus de la moitié des médecins pratiquent déjà des dépassements de tarifs - et là, il n'est nullement question d'en réduire le nombre pour rétablir l'équilibre.

Cet accord n'a pas encore eu l'agrément du ministère, mais s'il a été signé par les caisses d'Assurance Maladie, il y a toutes chances que le gouvernement suive. Et cela signifiera, une fois de plus, que ce sera aux malades de mettre la main à la poche.

F.R.

La remise en cause de l'interdiction du travail de nuit des femmes

LE PROGRES À RECULONS

On n'arrête pas le progrès. Cent ans après son interdiction par l'OIT (Organisation Internationale du Travail) en 1892, le gouvernement socialiste, à l'instigation de Martine Aubry, une femme, ministre du Travail, vient de s'engager à rétablir le travail de nuit des femmes. Cette décision, qui doit rendre la législation française conforme aux directives européennes, prendra effet dans un an. Un projet de loi est en préparation à cet effet.

Les centrales syndicales à l'exception de la CFDT, toujours la voix de son maître, et de la CGC, ont unanimement condamné cette décision. Mais le gouvernement n'en a cure. Et ses défenseurs avancent trois types d'arguments : tout d'abord la super-protection de la femme que constituait l'interdiction du travail de nuit serait en contradiction avec les revendications d'égalité des sexes ! Ensuite, le travail de nuit des femmes est déjà un fait acquis dans certaines professions (santé, hôtellerie, presse, etc.), il ne s'agirait donc que d'adapter la loi à la réalité. Enfin, Europe oblige, la législation française doit s'aligner sur la législation européenne, ou du moins sur les décisions de la Cour de justice des Communautés Européennes qui, en juillet 1991, avait statué sur la loi française, en la jugeant non fondée.

Toutes ces mauvaises raisons militent dans le même sens : accroître la productivité des installations, dans l'électronique, le textile, l'alimentaire entre autres, bref, partout où la recherche du profit maximum pousse à l'emploi des femmes (globalement payées moins cher) et à l'utilisation maximum des machines (en 3 X 8, 4 X 8 ou même 5 X 8).

La loi sur l'égalité des sexes se heurte depuis des décennies à une réalité têtue : les femmes occupent les emplois les plus mal payés et elles sont ultra-minoritaires dans l'encadrement. Mais la même loi, si impuissante à promouvoir le salaire des femmes, va désormais justifier le travail de nuit.

Comme quoi les lois ne valent que par leur utilisation et ne sauraient en elles-mêmes protéger qui que ce soit.

La CFDT, pour justifier son adhésion au travail de nuit des femmes, explique que cela va permettre une négociation globale visant à limiter le travail de nuit des hommes et des femmes ! On ne saurait être plus jésuite.

En réalité, si le travail de nuit des femmes, surtout avec prime de nuit, voire compensations horaires, rencontrera sans doute un accueil favorable chez les plus jeunes célibataires, ou même chez certaines mères de famille souhaitant pouvoir - en plus de leur travail nocturne - s'occuper de leurs enfants le jour et donc économiser les frais de crèche ou de garderie, il n'en constitue pas moins un véritable guet-apens pour la santé et l'équilibre. La double journée de la femme reste une réalité même avec le travail de jour, alors avec le travail de nuit, elle risque de se traduire par un véritable esclavage. Et aucune prime ne pourra compenser cette dégradation. Les infirmières et le personnel soignant qui affrontent cette situation depuis toujours le savent bien, ce sont souvent d'habitude les plus jeunes qui sont affectés à la veille. Et, malgré les efforts actuels de l'administration hospitalière pour instituer un tour, le personnel résiste parce qu'il sait ce que cela veut dire.

Alors, il y a bien sûr des professions où le travail de nuit, pour les hommes comme pour les femmes, est une nécessité (hôpitaux, transports, EDF, etc.). Mais dans l'industrie, il ne correspond qu'à la volonté des patrons de rentabiliser au maximum leurs installations. Cela va de pair avec la volonté actuelle d'instaurer les quatre fois dix heures à Peugeot-Poissy, ou le VSD (travail du vendredi, samedi, dimanche), ou même le simple SD, dans l'automobile ou l'alimentation, afin que les machines ne cessent de tourner.

Au nom de l'Europe, de l'égalité des sexes et... du profit maximum, le gouvernement socialiste vient de porter un nouveau coup à toute la classe ouvrière.

Colette BERNARD

Vioujard/GAMMA

Tous les emplois féminins vont être menacés par le travail de nuit.

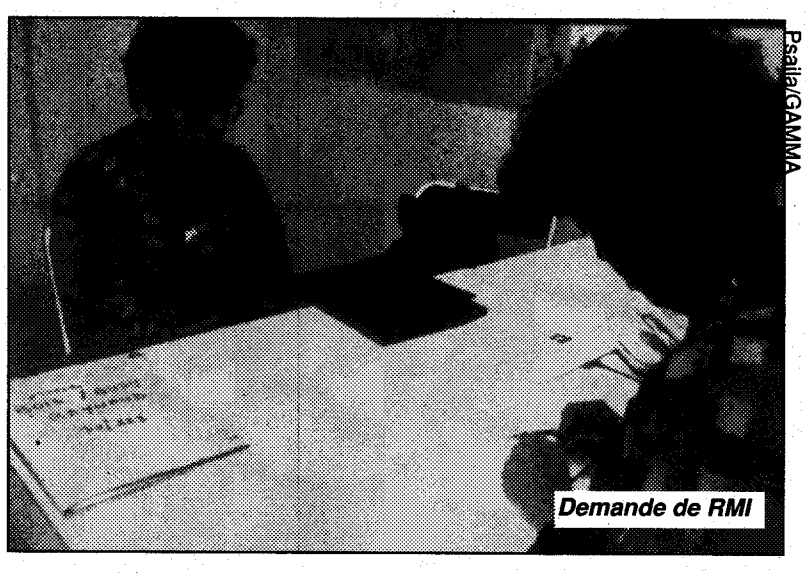
Le Revenu Minimum d'Insertion

BIEN EN-DESSOUS DU MINIMUM ET SANS "INSERTION!"

L'heure est au bilan en ce qui concerne le RMI, le Revenu Minimum d'Insertion : une commission s'est penchée sur les résultats et le Parlement doit discuter d'une modification de la loi à partir de janvier 1993.

Toujours est-il que l'on constate que le fameux Revenu Minimum d'Insertion ne permet pas de "réinsérer" grand monde : 15 à 25 % de ceux qui le touchent ont finalement retrouvé un emploi. Cela n'a rien d'étonnant puisque "les offres de réinsertion" manquent à l'appel. Tant que le chômage continuera à se développer, on aura beau baptiser comme on voudra les aides aux plus démunis, il est bien évident que cela ne suffira pas à leur permettre de retrouver un travail... et un revenu normal !

Psaila/GAMMA



Demande de RMI

Tant que les patrons s'efforceront de réaliser des "gains de productivité" comme ils disent, en surexploitant ceux qui ont un emploi, en augmentant les cadences et en imposant des heures supplémentaires, en produisant autant avec moins de bras, eh bien, le chômage continuera à augmenter et les nouveaux pauvres ayant droit au RMI, aussi.

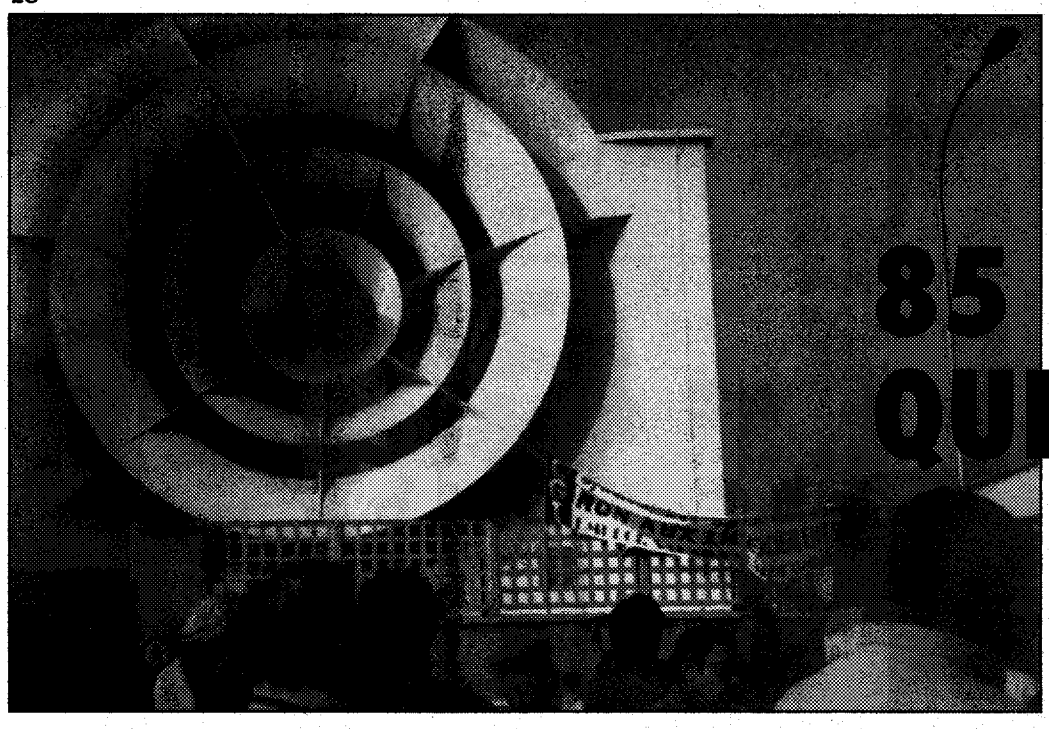
Le Parlement va en arriver à discuter d'étendre le RMI aux moins de 25 ans, tant il y a de jeunes qui arrivent sur le marché du travail et ne trouvent aucun emploi... des années durant ! Et le gouvernement reconnaît, de fait, qu'il leur sera impossible d'en trouver un. C'est toute une génération que le système capitaliste en crise est en train de sacrifier aux profits de quelques-uns.

Si c'étaient les profits des patrons licencieurs et des spéculateurs qu'on sacrifiait, tout le monde aurait du travail, tant il y a de besoins - même dans les pays riches - qui ne sont satisfaits en matière de logements, de transports, d'éducation et de santé... Et au lieu de dépenser des dizaines de milliards pour maintenir trois millions de chômeurs à l'écart de la vie productive, il serait possible de faire que ces trois millions de personnes produisent des choses utiles et participent au bien-être de tous en vivant elles-mêmes décemment.

Voilà qui serait une société plus rationnelle et plus humaine, où une minorité de parasites ne pourrait pas s'enrichir sur le dos de la majorité de la population. Ça s'appelle le communisme !

Dominique CHABLIS

LO



Hispano-Suiza (Bois-Colombes)

85 LICENCIEMENTS QUI NE SONT TOUJOURS PAS ACCEPTÉS

Chez Hispano-Suiza à Bois-Colombes, à la suite de l'annonce de 85 licenciements secs le 19 février, la colère a éclaté et, spontanément, toute l'usine a cessé le travail. Le lendemain, l'intersyndicale, dirigée par la CGT, décrétait non la grève... mais "l'usine morte". Celle-ci l'est effectivement restée les jours qui ont suivi.

Le 25 février, les discours de l'intersyndicale étaient toujours à la reprise du travail, mais pas ouvertement : il s'agissait de *"continuer la lutte mais sous d'autres formes"*... Pourtant, les gens étaient toujours très présents aux assemblées générales. Celle du matin fut appelée en catastrophe et pourtant il y avait beaucoup de monde.

La CGT essaya d'amadouer le public et de remonter sa cote. *"On l'aurait mal comprise"*, l'orateur de la veille, qui avait proposé plus ou moins de retourner aux postes de travail *"n'aurait pas été assez clair mais la lutte continuait"*. Toujours pas question de parler officiellement de grève alors que personne ne travaillait. C'était toujours ce que l'intersyndicale appellait "l'usine morte".

Une militante révolutionnaire prit la parole, sans y être conviée, pour dire que puisqu'on était encore nombreux, il fallait continuer, ne pas lâcher les copains et aller jusqu'au bout. Les sourires revinrent. Elle parla aussi d'aller à Corbeil voir les camarades de la SNECMA. Mais l'organisation, sans l'appui syndical, s'avéra très difficile.

Le 26 au matin, il y avait moins de monde devant les portes et les groupes de discussion étaient moins nombreux dans les allées de la Fabrication. Mais à l'assemblée générale de 14 h, il y eut toujours une forte participation. Dans son discours, la CGT rappela en douceur qu'il fallait changer les formes d'action. Mais la CFDT mit les pieds dans le plat en parlant de mettre sur pied une "antenne-formation" dans l'atelier du montage des carters, sous prétexte de bloquer la production. Pour presque tout le monde, cela revenait à mettre sur pied une antenne de formation du genre de celle de la direction. La même militante révolutionnaire s'empara du micro pour protester contre cette manœuvre et fut vivement applaudie. La CGT resta prudemment de côté. Mais c'était déjà l'approfondissement de la rupture entre les grévistes et la direction du mouvement.

Le 27, une délégation fut reçue par le ministère du Travail. Personne ne se faisait d'illusions sur le résultat, mais personne ne reprit vraiment le travail.

La CGT donna la parole au directeur du centre, qui se planquait dans un coin de la Fabrication pour écouter la position de l'intersyndicale. Toujours la même militante dut s'imposer pour prendre la parole avant le directeur pour inciter les grévistes à poursuivre le mouvement.

On peut constater que pour avoir la parole à Hispano, il vaut mieux être directeur que simple employée !

Le 28, à l'assemblée générale de 10 h 30, il y avait beaucoup moins de monde. Le travail n'avait pas vraiment repris mais presque tout le monde était à son poste de travail, complètement dérouté.

La militante appela tous les présents à l'accompagner chez le chef du personnel, pour un entretien préalable auquel elle devait se rendre à la suite d'une provocation de la maîtrise. Tout le monde y alla, bien que l'intersyndicale n'y mît pas beaucoup de fougue. La direction ne trancha pas, mais l'affaire est loin d'être classée.

Rendez-vous fut pris en AG pour le lundi, pour une consultation. Il était toujours question de changer de forme de mouvement, l'intersyndicale se cachant de moins en moins et prétextant de l'amoindrissement de la présence des salariés aux assemblées.

Le lundi 2 mars, les syndicats n'organisèrent même pas l'assemblée annoncée : ils la remplacèrent par une "consultation" sur papier avec trois formes d'action proposées. Et pire, ils ne prévoyaient le dépouillement de leur consultation que... deux jours après.

Mais le climat et les esprits ne sont pas calmés. Beaucoup, dans les ateliers et les bureaux se demandent encore ce qu'ils font au travail alors que rien n'est résolu pour les futurs licenciés, ni pour l'avenir.

Et l'explosion de colère du 19 février, et la peur de la direction et de sa maîtrise, sont encore des souvenirs tout frais...

Correspondant LO

Amada (Château-du-Loir) (Sarthe)

Des travailleurs sur leurs gardes

Chez Amada, à Château-du-Loir, pendant le débrayage du vendredi 21 février (voir *LO* n° 1235), nous avions voté que dès que nous reverrions qui que ce soit faire des "observations" sur notre travail, nous nous remettrions en grève. Eh bien, il n'a pas fallu attendre longtemps.

Mardi 25 février, la direction n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer un agent de maîtrise faire un chronométrage sur un poste de travail. Cinq minutes après son arrivée, l'agent de maîtrise s'est retrouvé entouré, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, par plus de soixante d'entre nous. Cela lui donna une telle frousse qu'il arrêta immédiatement son travail de mouchard. La direction, sommée de faire cesser cela, fit immédiatement machine arrière.

Cela fait la deuxième fois que nous faisons reculer la direction ; un plus pour le moral, en vue de nous opposer aux licenciements prévus.

Les dockers contre un gouvernement qui a pris fait et cause pour le patronat

La CGT vient d'annoncer un durcissement des débrayages tournants dans les ports, notamment lors des équipes de nuit. La date du dépôt du projet de loi gouvernemental, supprimant le statut des dockers établi en 1947, approche et le ministre de la Mer, Le Drian, reste ferme sur ses positions, qui sont en fait carrément celles du patronat.

Les patrons des sociétés de manutention accusent les dockers de ne pas travailler assez et de coûter trop cher. Ils veulent réduire les effectifs et augmenter la charge de travail de ceux qu'ils garderont. Pour cela ils exigent d'embaucher directement le personnel, en supprimant le recours au syndicat des dockers qui joue le rôle d'intermédiaire dans le système actuel. Et en plus, les négociations sur le nouveau système devront se dérouler port par port.

Le Drian a dit amen à toutes les revendications des entrepreneurs. Mais les dockers, eux, ne semblent pas prêts à se laisser mener en bateau.

EDF

LA RÉVOLTE DES VENDÉENS

A Electricité de France, comme partout, la direction a décidé de diminuer les effectifs, d'augmenter le travail, de serrer la vis, etc. Chaque année 3 000 postes sont supprimés (8 000 de moins sur 150 000 pour EDF-GDF depuis trois ans), et de nouvelles mesures, des "réformes de structures" sont introduites progressivement.

Il existe une centaine de centres EDF en France. Onze d'entre eux, dont celui de la Roche-sur-Yon (Vendée) ont été choisis pour expérimenter les méthodes nouvelles. Le nouveau directeur, M. Bouchon, qui vient de la Direction nationale du personnel a voulu se lancer, mais comme son nom l'indique... il s'est poussé un peu trop loin !

Sa tentative vient en effet de se solder par trois jours de grève, les12,13 et 14 février, de la majorité (les trois quarts) des 650 agents du centre. Il est vrai qu'il voulait supprimer 50 de ces agents en quelques années (il a d'ailleurs supprimé 19 postes l'an passé !), et prendre diverses mesures de réorganisation qui lésaient le personnel.

Pourtant M. Bouchon avait bien préparé son affaire : il avait pondu un texte de quelques pages intitulé *"Réduction d'emplois"*, adressé aux cadres, mais qu'une fuite a fait connaître à tout le monde, texte qui a provoqué un scandale, et qui n'est pas pour rien dans le déclenchement de la grève.

En voici quelques extraits : *"Peut-on maintenir l'emploi alors que l'activité baisse ? Cette situation humiliante pour le travailleur conduit à une forte dégradation de l'économie. Elle traduit un manque de respect de l'homme au travail, (...) globalement elle conduit à la situation des pays communistes où il n'y avait pas de chômage mais un niveau de vie catastrophique (...)* Et M. Bouchon écrit aussi : *"Le licenciement d'un certain nombre de personnes (...) est humainement dur à vivre mais économiquement indispensable (...)* Et enfin : *"L'entreprise a pu garantir la sécurité de l'emploi aux agents, dans la pratique et non par des textes où elle ne figure pas (...) mais la garantie de l'emploi n'est pas celle du poste (...)"*

Ce langage de licencieur, inhabituel jusqu'à présent à l'EDF aurait pu passer pour les simples élucubrations d'un directeur de centre s'il ne s'agissait pas d'un des centres que la direction considère comme "expérimental" en matière de réforme.

Les employés, en tout cas, ont parfaitement compris la menace. M. Bouchon a également pondu un gros texte qui s'appelle *"Plan stratégique"* et dans lequel il remarque finement que : *"La Vendée garde un souvenir douloureux de la Révolution française"* et qui au chapitre "management" définit ainsi le Vendéen : *"Le Vendéen a le sens du devoir, le respect de l'autorité et une bonne motivation au travail (...). La modestie du Vendéen lui fait préférer la pratique aux "grandes théories" (...)"*.

En pratique, pourtant les employés de M. Bouchon se sont mis en grève. Le directeur avait sans doute oublié un détail dans sa théorie des caractères...

Correspondant LO

LO

EDF/GDF

LA GREVE DU 3 MARS

Les usagers ne s'en sont généralement pas rendus compte, car, excepté dans les mouvements très importants, il n'y a plus guère de coupures de gaz et d'électricité en cas de grève. Mais le mardi 3 mars, 40% des agents EDF-GDF ont été en grève sur le plan national, soit pour la journée, soit pour la demi-journée. Cela fait tout de même 60 000 grévistes... Seule la CGT, très majoritaire, appelait.

Les raisons ? Le ras-le-bol assez général sur les conditions de travail, les salaires, les diminutions d'emplois et de nombreuses menaces pour l'avenir que fait planer la direction. Le mouvement s'est produit à l'occasion de la réunion de la Commission nationale supérieure du personnel, une sorte de super-Comité d'Entreprise.

A cette occasion, mille à deux mille agents ont manifesté, et quelques centaines, souvent des syndiqués de base, ont envahi la salle. La direction, et tout particulièrement le "commissaire" représentant le gouvernement n'ont quasiment pas pu parler : ils se faisaient traiter de "menteurs", de "voleurs" dès qu'ils ouvraient la bouche. Certains grévistes disaient : *"La démocratie c'est nous !"*

Ca a duré comme cela durant deux heures sans que la réunion puisse véritablement se tenir ! Mais cela ne fut pas inutile : la direction a pu au moins mesurer son impopularité !

Correspondant LO

ECHOS des entreprises

TROP C'EST TROP

Avec la mise en place progressive des quatre équipes, nous sommes aujourd'hui dans une situation où les équipements tournent 24 heures sur 24, et ceci 365 jours sur 365, à part la semaine d'arrêt technique de Noël.

Ceci correspond pour les travailleurs à des contraintes très dures que le patron ne peut justifier que par la recherche du profit maximum.

Personne ne nous convaincra qu'il est normal de se lever le matin à 4 h 30 ou de travailler le week-end deux fois dix heures.

Mais ces contraintes sont, paraît-il, insuffisantes puisqu'en plus on voudrait nous faire revenir, de temps en temps, en heures supplémentaires.

Pour que la production sorte dans de bonnes conditions, il faut que les équipements, les pièces de rechange et le personnel de maintenance soient en quantité suffisante. Si ce n'est pas le cas, aux responsables de se retrousser les manches.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Motorola (Haute-Garonne).*

EGIC... ROIS !

La mobilité dont sont victimes quelques-uns de nos camarades qui se retrouvent "prêtés" à EGIC pour quelques mois n'a pas que du mauvais.

Cela permet de voir qu'ailleurs ce n'est pas forcément pire. Par exemple, à EGIC il n'y a pas de pointeuse... Par exemple, à EGIC les dates des congés sont libres...

Et c'est quoi EGIC ?

Une autre filiale de Merlin Gerin qui exploite une centaine de personnes du côté de Pierre-Bénite sur Rhône !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Jeumont-Schneider (Lyon).*

L'ART DE TRUQUER LES CHIFFRES

A grand renfort de publicité, le groupe Usinor-Sacilor vient d'annoncer 3 milliards de déficit pour l'année 1991. *"Nous sommes repassés dans le rouge, voyez-vous. Il n'y a plus qu'une solution : fermer de nouvelles installations, supprimer 8 000 emplois dans les trois ans à venir..."* Voilà ce que prétendent nos directeurs.

Mais, en étudiant les comptes d'un peu plus près, on apprend qu'en guise de pertes, les résultats affichent un solde positif de 400 millions. Le prétendu déficit correspond en fait à *"3 milliards de provisions pour le coût des restructurations"*.

En clair, c'est de l'argent mis de côté pour licencier... et faire de nouveaux bénéfices !

A QUOI SERT L'ARGENT ?

La direction voudrait nous apitoyer sur son sort : rien ne va plus, dit-elle. Les commandes sont en chute libre, les bénéfices aussi...

Pourtant, rien qu'avec les 15 milliards de bénéfices accumulés en 1988, 1989 et 1990, il y aurait de quoi assurer la paye de tous les ouvriers d'Usinor-Sacilor pour un bon moment ! Ça fait quand même un sacré magot...

Seulement voilà, pour la direction, l'argent ne sert pas à ça. Les bénéfices servent à refaire d'autres bénéfices, sans que jamais ne puissent en profiter ceux qui créent ces bénéfices : les travailleurs.

Ceux qui créent toutes les richesses, on les jette dehors, en guise de remerciements.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière *Unimétal (Gandrange-Rombas).*

AUX ARMES CITOYENS... DU MONDE.

L'image d'une fillette de douze ans chantant, lors de l'ouverture des jeux olympiques d'Albertville, les couplets vengeurs et sanguinaires de la Marseillaise, a permis à ceux qui veulent "pacifier" l'hymne national français de poser de nouveau la question.

Déjà lors du bicentenaire de 1789, il y a trois ans, l'abbé Pierre, Michel Platini, et d'autres personnalités avaient réclamé que l'on civilise un peu ce chant qui fut certes un des chants de la Révolution française, dans la période où le peuple se soulevait contre les tyrannies, mais qui ne devint hymne officiel que cent ans plus tard, en 1889, c'est-à-dire au moment où la politique coloniale de la France battait son plein et allait instaurer d'autres tyrannies aux quatre coins de la planète, au son d'"*allons-z-enfants*" et de "*quinsangimpur*"...

Mais cette campagne pour désensanglanter l'œuvre de Rouget de Lisle a rencontré ses opposants. Cela va des sportifs bouffis de fierté que "*leur jour de gloire soit arrivé*" lorsqu'ils se sont trouvés sur la première marche d'un escabeau que, dans leur jargon, ils appellent un podium - aux va-t-en-guerre frénétiques et autres traîneurs de sabres : des cocardiers de café du commerce, à ceux qui font du nationalisme leurs fonds de commerce politique, tout ce beau monde a vu son sang bouillir à l'idée que l'on touche à la Marseillaise. Les responsables du PCF ont mêlé leurs voix à ce chœur de cocoricos. Claude Cabanes écrivait dans *L'Humanité* du 2 mars : "*Quelques esprits confus ou futiles, ou les deux à la fois, se penchent, paraît-il avec effroi, sur les couplets de la "Marseillaise" et envisagent de réécrire l'histoire dans un style plus pastel. Dieu soit loué* (sic) *le ridicule ne tue pas...*". Eh non ! le ridicule ne tue pas, Claude Cabanes se porte bien. Sans que dieu, espérons-le pour lui, y soit pour grand-chose.

On a envie de leur dire, à ces nostalgiques de tous bords : changez donc de disque. On en a assez de votre vieille rengaine ringarde, de vos cocardes et de vos trois couleurs, au nom desquelles on a envoyé les peuples s'entretuer... Le symbole de l'avenir ce n'est quand même pas cela !

"*Du passé faisons table rase*" dit un autre chant, qui proclame que "*l'Internationale sera le genre humain*". Ce chant-là, c'est celui des damnés de la terre, pas celui des inaugurations officielles, des adjudants de carrière, des expéditions coloniales. C'est le chant de ceux qui luttent pour un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation, de l'oppression, du nationalisme. C'est ce chant-là qui est le nôtre, avec tous ceux qui luttent pour une véritable société communiste.

J.-P. V.

Voir

NIGHT ON EARTH

de Jim Jarmusch

Au cours de la même nuit, cinq rencontres se produisent, toutes entre des chauffeurs de taxi et leurs passagers : à Los Angeles, à New York, à Paris, à Rome et à Helsinki. Ce sont des rencontres insolites, parfois drôles et parfois un peu tristes.

La jeune "chauffeuse" de Los Angeles transporte une cliente d'âge mûr, chargée de la distribution de films. Mais on peut être jeune, délurée et traverser Hollywood tous les jours avec son taxi sans avoir la moindre envie de devenir une star.

A New York, c'est un Noir plutôt hurluberlu qui arrête un taxi hoquetant. Le chauffeur, ex-clown de l'ex-RDA, est un homme attendrissant. Il ne sait pas encore bien parler américain et encore moins bien conduire un taxi. Qu'importe, le passager prend le volant : et vogue la galère vers Brooklyn !

A Rome, c'est le burlesque qui l'emporte avec un chauffeur de taxi chauffard tonitruant et obsédé sexuel embarquant un vieux curé cardiaque.

A Paris, le dialogue est difficile entre un chauffeur de Côte-d'Ivoire et une jeune Parisienne aveugle. Il est fier et d'une bonne volonté maladroite. Elle est une râleuse d'une lucidité imparable.

A Helsinki enfin, l'ambiance est plutôt déprimante, sous la neige où l'on assiste à la rencontre d'hommes frappés par le chômage et les problèmes familiaux.

Un film sans prétention qui porte un regard sympathique sur cette "nuit sur la terre"...

J.-P. CALVI

DANZON

de Maria Novaro

Ce film d'une cinéaste mexicaine est le portrait attachant d'une femme, Julia, standardiste à Mexico où elle vit avec sa fille de quinze ans. Le dancing est pour elle un petit coin de paradis où elle retrouve toujours le même partenaire, Carmelo, avec qui elle a gagné de nombreux concours de danse. Julia n'est pas vraiment amoureuse de Carmelo, mais avec son style distingué, il est le partenaire idéal pour le "danzon", une danse populaire qui se pratique depuis longtemps au Mexique et à Cuba, et dont Julia est une passionnée.

Mais un soir, Carmelo est absent. Julia, désemparée, prend un congé et part à sa recherche. Grâce aux "tuyaux" de ses copines standardistes, elle tente de retrouver sa trace à Veracruz, station balnéaire défraîchie et port écrasé par la chaleur tropicale où elle rencontre un travesti, une tenancière d'hôtel, des prostituées et un beau marin. Tout le monde se fait complice de sa recherche romanesque.

Maria Novaro a réalisé un film agréable qui épouse le rythme du "danzon", tout en douceur langoureuse et nostalgique.

J.-P. C.

MONTBELIARD **Fête régionale de Lutte Ouvrière**

SAMEDI 7 MARS à partir de 18 h

DIMANCHE 8 MARS à partir de 12 h

Meeting à 15 h

Halle polyvalente de Montbéliard

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Grande-Bretagne

LES ATTENTATS ET L'IMPASSE DE LA POLITIQUE NATIONALISTE DE L'IRA

Pendant trois jours, du 28 février au 1er mars, Londres a été de nouveau plongée dans une pagaille indescriptible à la suite d'une série d'attentats à la bombe. Ceux-ci ont été revendiqués depuis par l'IRA, l'Armée Républicaine Irlandaise, qui les a présentés comme sa "participation" à la campagne électorale en cours.

La première bombe a explosé vendredi 28 février, pendant l'heure de pointe du matin à London Bridge, une petite gare banlieusarde qui dessert la City. L'engin avait été déposé dans des toilettes donnant sur un quai pratiquement constamment noir de monde à cette heure-là. Heureusement, cette explosion, intervenue entre deux arrivées de train, n'a fait, si l'on peut dire, que 29 blessés et aucun mort.

Aussitôt tout le réseau ferré, train et métro, était fermé au trafic, laissant des centaines de milliers de travailleurs battre le pavé. En fin d'après-midi le trafic a fini par reprendre, mais constamment interrompu par des alertes qui se sont prolongées jusque tard dans la journée du samedi.

Le samedi soir, une nouvelle explosion avait lieu dans une cabine téléphonique devant le siège d'un service du ministère de la Justice. A cette heure les abords étaient déserts, et seule une passante a été légèrement blessée.

Dimanche matin, 1er mars, nouvelle alerte : une bombe était repérée et désamorcée à temps dans une gare de banlieue, Whitehart Lane. Le choix de l'endroit n'était pas le fait du hasard. Par cette gare devaient passer les quelque vingt mille spectateurs prévus pour le match opposant les Hotspurs à Nottingham-Forest, deux clubs de football très populaires en Angleterre.

LES OBJECTIFS DE L'IRA

Le même jour, l'IRA a fait savoir qu'on venait d'assister au lancement d'une campagne d'attentats qui durerait jusqu'aux élections parlementaires, prévues pour l'instant pour le 9 avril. Ceci afin "d'imposer que figure à l'ordre du jour de ces élections la question de l'occupation de notre pays".

Que l'IRA espère ainsi faire la Une de la presse, et qu'elle y parvienne, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Sans doute l'IRA espère-t-elle aussi que cette campagne d'attentats fasse pression sur les dirigeants britanniques. Elle espère qu'elle les poussera à accélérer le processus de règlement politique en Irlande du Nord, et le retrait des troupes britanniques du même coup, et surtout à accepter la participation des dirigeants nationalistes aux négociations qui durent depuis plusieurs années maintenant, aux côtés des politiciens du Nord comme des dirigeants de la République d'Irlande. Mais sur ce plan, le calcul des dirigeants de l'IRA est sans doute plus hasardeux.

Quoi qu'il en soit, ce qui est évident, c'est que l'IRA ne fait rien pour susciter la sympathie pour la cause qu'elle prétend défendre, celle de la liberté du peuple irlandais. Au contraire.

En choisissant pour cibles non pas des sanctuaires de l'establishment anglais, ou de ses forces de répression, mais des lieux où les victimes ne peuvent être que des travailleurs ou des jeunes, les dirigeants nationalistes ne peuvent que susciter l'hostilité à leur propre cause dans la population laborieuse. Ils montrent aussi à quel point ils se moquent de la sympathie ou du soutien qu'ils pourraient gagner dans les couches populaires et combien ils méprisent les travailleurs, non seulement ceux d'Angleterre, mais même ceux d'Irlande qu'ils prétendent représenter puisque les Hotspurs, par exemple, comptent de nombreux supporters dans la communauté irlandaise de Londres, et certains ne pouvaient manquer d'assister au match du 1er mars.

UNE POLITIQUE QUI AFFAIBLIT CEUX QU'ELLE PRETEND DEFENDRE

Les dirigeants nationalistes irlandais voudraient obtenir, pour eux-mêmes, la reconnaissance des dirigeants britanniques et le droit de gérer eux-mêmes les affaires en Irlande. Le sort des exploités, en Grande-Bretagne comme en Irlande d'ailleurs, leur importe peu. Et même s'ils ont dans leur lutte la sympathie d'une partie des couches populaires d'Irlande du Nord, celles-ci ne sont pour eux qu'une masse de manœuvre.

Cette politique n'a pu qu'aider l'Etat britannique à faire accepter l'envoi des troupes en Irlande du Nord, il y a vingt ans, et l'imposition, depuis, d'un état de siège permanent, dans les quartiers ouvriers catholiques.

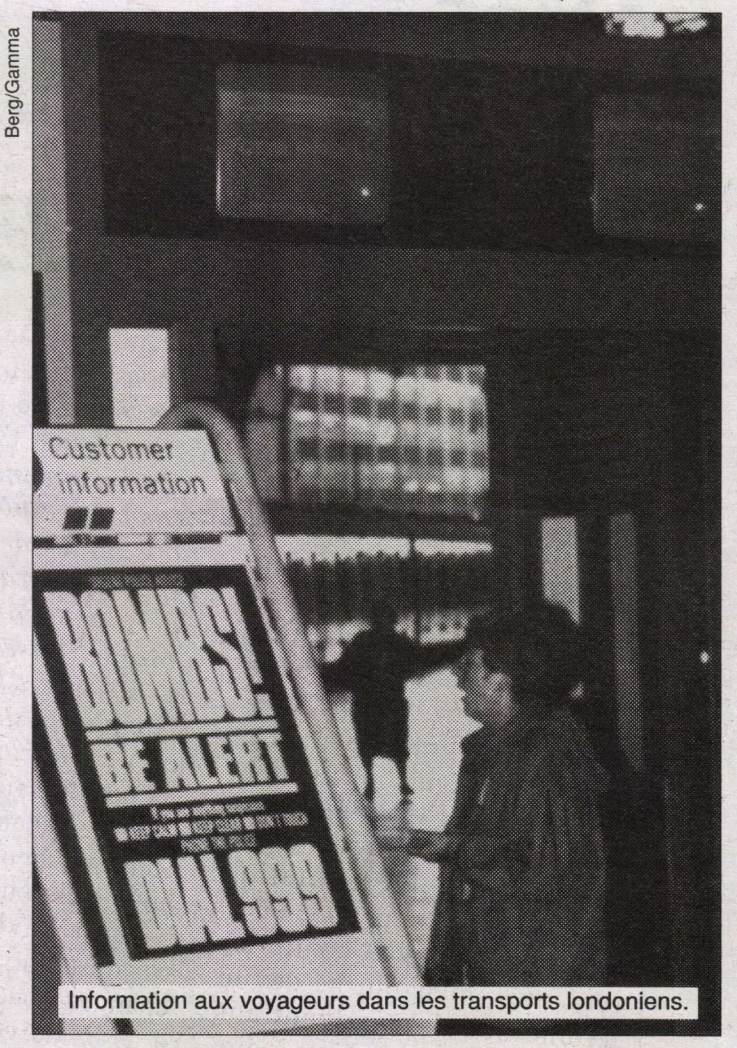
Mais rien de tout cela n'était donné d'avance. Dans les usines britanniques, on trouve nombre d'anciens soldats qui ne cachent pas leur écœurement pour le rôle qu'on leur a fait jouer en Irlande du Nord, et qui ont su le faire partager à leur entourage. Rares sont les travailleurs qui aujourd'hui sont encore prêts à justifier l'occupation militaire de l'Irlande du Nord. Mais pour que ces désillusions se transforment en soutien pour la cause irlandaise, encore faudrait-il que ceux qui prétendent parler en son nom aient la volonté de s'appuyer sur les sentiments des exploités de Grande-Bretagne.

C'est justement ce choix que, pour des raisons sociales, les dirigeants nationalistes n'ont pas voulu et ne veulent pas faire. Car leur camp n'est pas celui des exploités et ils ne veulent rien leur devoir, même si cela rend leur propre politique sans issue.

Sans doute va-t-on voir de nouveaux attentats en Grande-Bretagne dans les semaines qui viennent. Pour l'instant, ils ne suscitent que la réprobation parmi les travailleurs anglais, mais pas de colère. Mais cela peut changer. En tout cas, les dirigeants de l'IRA en prennent le risque, un risque dont la population d'Irlande du Nord paierait l'essentiel des conséquences. Car, du coup, le gouvernement anglais pourrait se sentir les mains libres pour y intensifier la répression, en guise de prélude à un règlement politique qui lui convienne.

François ROULEAU

Berg/Gamma



Information aux voyageurs dans les transports londoniens.

Vient de paraître :

LUTTE DE CLASSE

MARS 1992 (N° 45)

Au sommaire :
- Etats-Unis
Elections : champ libre pour les démagogues populistes.
L'écran de fumée protectionniste de l'AFL-CIO.
- Haïti
Tentative de règlement au sommet, dictature dans le pays.
- A propos de l'évolution récente de l'URSS
(discussion entre le SWP - Grande-Bretagne et *Lutte de Classe*)
Lettre du SWP - Grande-Bretagne.
Réponse de *Lutte de Classe.*

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

lutte de classe
class struggle
lucha de clase
N° 45
1992
MARS
MARCH
MARZO
SOMMAIRE
CONTENTS
SUMARIO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995